



CONVENTION DE PARTENARIAT :

Le voisinage : quelle contribution à l'intégration sociale ?

ENTRE

Commissariat général à l'égalité des territoires (CGET)

Service placé sous l'autorité du Premier Ministre.

5, rue Pleyel - 93200 Saint-Denis.

N° SIRET : 130 019 847 00016

Représenté par **Monsieur Jean-Michel Thornary**, Commissaire Général,

ET

LE CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Établissement Public à caractère scientifique et technologique n° SIRET : 180 089 013 00668 – code NAF : 7219 Z, dont le siège social est 3-5 rue Michel Ange 75 794 PARIS cedex 16, représenté par son Président M. Alain FUCHS, lequel a délégué la signature de la présente convention à Monsieur Frédéric FAURE Délégué Régional de la Délégation Rhône Auvergne, 2 avenue Albert Einstein BP 61335, 69 609 Villeurbanne cedex, ci-après désigné par le CNRS

L'UNIVERSITE JEAN MONNET SAINT-ETIENNE

Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel dont le siège est situé 10, rue Tréfilerie – CS 82301, 42023 Saint-Etienne, Cedex 2, n° SIREN 194 210 951 00423 code APE 8542Z représentée par sa Présidente, Michèle COTTIER, ci-après désignée par l'UJM

L'ECOLE NORMALE SUPERIEURE DE LYON

Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège est situé 15 parvis René Descartes, BP7000, 693424 LYON Cedex 07, représentée par son Président, Monsieur Jean-François PINTON, ci-après désignée par l'ENS

L'UNIVERSITE LUMIERE-LYON II

Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel dont le siège est situé 86 rue Pasteur, 69365 LYON CEDEX 07, représentée par sa Présidente, Madame Nathalie DOMPNIER, ci-après désignée par LYON II

Le CNRS, l'UJM, l'ENS et LYON II étant désignés ci-après par les Etablissements

Les Etablissements ci-dessus désignés, agissant au nom et pour le compte du laboratoire Centre Max Weber (ci-après désigné par le Centre Max Weber), unité de recherche (UMR 5283) sous tutelle du CNRS, de l'UJM, de l'ENS et de Lyon II, et dirigé par Monsieur Bruno MILLY,

L'UJM, l'ENS et de LYON II ayant donné mandat au CNRS pour la signature de la présente convention,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

PREAMBULE :

Le **Commissariat général à l'égalité des territoires** (CGET) conseille et appuie le Gouvernement dans la conception et la mise en œuvre des politiques de lutte contre les inégalités territoriales et le développement des capacités des territoires, dont la politique de la ville. Rattaché au Premier ministre, il assure aussi le suivi et la coordination interministérielle de ces politiques.

Le **Centre Max Weber** et notamment son directeur adjoint Jean-Yves AUTHIER, spécialiste de la sociologie urbaine, mène de nombreux travaux de recherche sur le quartier, sur les relations de voisinage et sur les rapports de cohabitation dans les quartiers gentrifiés.

Sont également associés à cette recherche :

- Le laboratoire EVS Environnement, Ville, Société- composante de l'UMR EVS de l'ENTP, représenté par Eric Charmes, directeur de recherche spécialisé en études urbaines, dont les travaux portent notamment sur les dynamiques de territorialisation locale des citoyens dans différents contextes : quartiers en gentrification, ensembles pavillonnaires fermés, petites communes périurbaines ;
- L'unité de recherche « mobilité, logement et entourage » de l'INED, représentée par Joanie Caoyouette-Remblière qui travaille sur la socialisation résidentielle au sein des nouveaux quartiers de mixité sociale programmée ;
- L'université Paris Ouest-Nanterre-la défense, représentée par Sonia Lehman-Frisch qui travaille sur les manières d'habiter et de cohabiter de différentes catégories d'habitants de quartiers travaillés par les processus de ségrégation et de gentrification dans les grandes villes des Etats-Unis et d'Europe.

L'étude dont fait l'objet la présente convention sera également financée à hauteur d'environ 100 000 euros par l'Union sociale pour l'Habitat (USH) dans le cadre d'une autre convention de partenariat. A ce titre, le suivi et la validation de l'étude seront assurés conjointement par le CGET et l'USH.

ARTICLE I : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les modalités pratiques et financières du soutien du CGET au Centre Max Weber pour la réalisation d'une étude dans le cadre de travaux de recherche sur le thème « Le voisinage : quelle contribution à l'intégration sociale ? ».

ARTICLE II : DESCRIPTION DE L'ETUDE

Le Centre Max Weber s'engage à réaliser des travaux de recherche relatifs à : «Le voisinage : quelle contribution à l'intégration sociale ? ». Ces derniers, visent à analyser la contribution du voisinage à l'intégration sociale dans un contexte où l'accroissement des mobilités et la diffusion des nouvelles technologies de l'information et de la communication semblent affranchir les relations sociales de leurs ancrages territoriaux, et où, à l'opposé, certains voisinages sont suspectés de favoriser un entre-soi, voire un repli communautaire.

Le Centre Max Weber s'engage à une enquête ambitieuse, qui articule le recueil et l'analyse de données quantitatives et qualitatives dans plusieurs contextes résidentiels, situés dans les métropoles parisiennes et lyonnaises. L'étude est issue des résultats de l'enquête.

La présentation de ces travaux et de ces objectifs sont fournis dans l'annexe scientifique jointe qui fait partie de la présente convention.

Les étapes de rendu de l'étude, décomposées en 10 tâches, sont les suivantes :

Tâches	2016	2017		2018		2019	
(mois)	01	06	12	18	24	30	36
Tâche 1. Détermination, caractérisation et exploration des 14 sites							
Tâche 2. Construction de l'enquête par questionnaires							
Tâche 3. Réalisation de l'enquête par questionnaires							

Tâche 4. Exploitation de l'enquête par questionnaires							
Tâche 5. Construction des enquêtes qualitatives							
Tâche 6. Réalisation des enquêtes qualitatives							
Tâche 7. Exploitation des matériaux qualitatifs							
Tâche 8. Synthèse des analyses et résultats							
Tâche 9. Animation scientifique interne							
Tâche 10. Valorisation et diffusion							

Un comité de pilotage se tiendra pour le lancement des travaux puis un comité de pilotage (avec possibilité de visioconférences) se tiendra à l'issue de chaque tâche.

Les livrables de chaque tâche sont détaillés en annexes p 21 à 25

Deux séminaires de lancement se tiendront à Paris et à Lyon, puis deux séminaires annuels se tiendront en 2018 pour l'analyse et en 2019 pour la valorisation.

ARTICLE III : MODALITES D'EXECUTION ET DE SUIVI DE L'ETUDE

Le Centre Max Weber s'engage à :

- Informer régulièrement le CGET de l'avancement des travaux.
- Transmettre régulièrement au CGET les résultats de ses travaux, notamment en amont des réunions de restitution et de discussion.
- Faire participer le CGET à l'avancement des travaux lors de réunion de suivi de chaque tâche, au cours desquels seront restitués les résultats et seront menées les discussions préliminaires aux diverses étapes de l'étude.

Jean-Yves Authier est le responsable scientifique de l'étude au sein du Centre Max Weber.

La Direction des stratégies territoriales est en charge du suivi de l'étude pour le CGET.

ARTICLE IV : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à sa notification au CNRS et s'achève au plus tard le 31 décembre 2019.

ARTICLE V : CONDITIONS FINANCIÈRES

Le CGET finance l'étude à hauteur de 125 000 € HT, soit 150 000 € TTC avec un taux de TVA de 20%.

ARTICLE VI : FACTURATION ET MODALITES DE PAIEMENT

Les factures transmises au CGET doivent comporter, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- ✓ La désignation des parties contractantes (nom et adresse),
- ✓ L'intitulé et le n° de la convention
- ✓ Les prestations facturées,
- ✓ Le montant HT de la prestation,
- ✓ Le taux de TVA et le montant de la TVA,
- ✓ Le montant TTC.

Les factures sont déposées sur le portail CHORUS FACTURE (code service exécutant : FAC9510075) que l'Etat met à disposition de ses fournisseurs, accessible à partir du lien suivant: Chorus Pro (<https://chorus-pro.gouv.fr>).

A défaut, les factures doivent être adressées au format papier à l'adresse suivante : SCBCM-CGET, Service facturier, 69 rue de Varenne, 75700 Paris

Le paiement du CGET s'effectue en trois versements selon l'échelonnement suivant:

- 40 % soit 50 000€ HT et 60 000 € TTC à l'issue de la tâche 2 (fin premier semestre 2017) et après livraison des livrables suivants, validation et décision de réception du CGET :
 - « Base adresse », plans de sondages pour chaque site
 - Questionnaire
- 40 % soit 50 000€ HT et 60 000 € TTC à l'issue de la tâche 5 (fin 2017) et après livraison des livrables (suivants), validation et décision de réception du CGET.
 - Bases de données brutes issues de l'enquête quantitative
 - Comptes rendus de passation rédigés par les enquêteurs
- 20 % soit 25 000€ HT et 30 000 € TTC après la remise, la validation et décision de réception du CGET du rapport synthétique des analyses et des résultats.

L'agent comptable assignataire chargé des paiements est le contrôleur budgétaire et comptable ministériel auquel sont rattachés les dépenses et recettes inscrites sur le programme 112 – action 4 « instruments de pilotage et d'études » - sous-action 1 « Prospective, évaluation et autres études ».

ARTICLE VII : CONFIDENTIALITE – PROPRIETES ET UTILISATION DES RESULTATS

Les Etablissements et les chercheurs- auteurs du Centre Max Weber sont propriétaires des résultats de l'étude. Ils cèdent, à titre gratuit et non exclusif, au fur et à mesure de leur obtention, au CGET, et sous réserve du droit des auteurs, pour la durée légale de propriété intellectuelle, pour le monde entier, l'intégralité des droits patrimoniaux afférents aux résultats objet de la présente convention.

Les « résultats » désignent tous les éléments, quels qu'en soient la forme, la nature et le support, qui résultent de l'exécution des prestations objet de la présente convention.

Cette cession se fait dans le respect des droits moraux des auteurs du Center Max Weber.

Les droits patrimoniaux ainsi cédés sont les droits de représentation, de reproduction, de distribution, d'adaptation, d'arrangement, d'incorporation, d'utilisation, de traduction et d'utilisation secondaire sur tous supports. Le CGET, ou des tiers désignés par lui, peut librement utiliser les résultats, même partiels, des prestations.

Le CGET peut utiliser librement les résultats de l'enquête, et peut ainsi les représenter, reproduire, distribuer, adapter et les utiliser sur tout support et selon tous les modes d'exploitation, papier, numérique et internet.

Toute publication ou communication d'informations, par l'une ou l'autre partie doit mentionner le soutien du CGET ainsi que le nom des Etablissements et des auteurs de l'étude (Centre Max Weber).

Ces publications et communications devront mentionner le concours apporté par chacune des Parties à la réalisation de l'étude.

ARTICLE VIII : MODIFICATIONS

La présente convention peut être modifiée par voie d'avenant à la demande de l'une des parties.

ARTICLE IX : RÉSILIATION

En cas d'inexécution, ou de mauvaise exécution de ses obligations contractuelles par l'une des parties, la présente convention pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie par lettre recommandée avec avis de réception exposant les motifs de la plainte, après mise en demeure restée infructueuse pendant un délai d'un mois.

Dans l'hypothèse où le Centre Max Weber serait dans l'impossibilité de poursuivre la réalisation des missions, ou en cas de force majeure qui empêcherait l'une ou l'autre des parties à la présente convention d'accomplir ses obligations, la présente convention serait résiliée de plein droit un mois après notification à l'autre partie par lettre recommandée avec avis de réception de l'événement rendant impossible l'exécution de celle-ci. Sont considérés comme cas de force majeure ou cas fortuits, tous événements postérieurs à la conclusion de la présente convention, indépendants de la volonté des parties, imprévisibles et irrésistibles, identifiés comme tels par la jurisprudence des tribunaux français et communautaires, qui interdiraient l'exécution de l'une quelconque de leurs obligations.

En cas de résiliation de la présente convention, la ou les sommes déjà versées au CNRS, qui n'auraient pas encore été engagées dans la recherche, seront restituées au CGET, et celles qui auraient été engagées dans la recherche resteront dues. La ou les sommes qui n'auraient pas encore été versées ne seront plus dues au CNRS.

Toute modification aux dispositions énoncées par la présente convention fera l'objet d'un avenant signé des deux parties.

ARTICLE X : LITIGE

En cas de contestation, litiges ou autres différends éventuels sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les Parties s'efforceront de parvenir à un règlement à l'amiable. En cas de désaccord persistant dans le délai de trois mois à compter de la survenance du différend ou du litige, matérialisé par l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception par la partie plaignante, le litige sera porté devant les tribunaux français compétents.

Fait à Saint-Denis en deux exemplaires originaux,

Le _____

Pour le CNRS
Pour le Président et par délégation
Par mandat pour l'ENS, L'UJM et LYON II

Monsieur Frédéric FAURE
Délégué Régional

Pour le CGET,

Michel Thornary
Commissaire Général

Visa de M. Authier

Annexe :

Présentation du projet de recherche

Le voisinage : quelle contribution à l'intégration sociale ?

Coordinateur scientifique

Jean-Yves AUTHIER, Université Lyon 2, Centre Max Weber

Durée

3 ans (fin 2016-2019)

Résumé du projet

Le voisinage – entendu strictement comme les rapports entretenus avec les voisins sur fond de proximité spatiale ou plus largement comme les rapports entretenus par les habitants dans et avec un territoire local – fait aujourd'hui l'objet de représentations contradictoires. D'un côté, il représenterait un cadre résiduel des relations entre acteurs sociaux dans un contexte d'accroissement des mobilités et de développement des communications numériques, et son affaiblissement tendrait ainsi à produire davantage d'anonymat et d'isolement dans les villes occidentales contemporaines. De l'autre, il serait au contraire surinvesti par certains groupes sociaux et caractérisé par la recherche de l'entre-soi, le séparatisme social ou le communautarisme.

Dans l'opinion publique, le voisinage semble donc être en crise, par défaut ou par excès de relations sociales, et il est accusé de constituer un obstacle à l'intégration des groupes sociaux ou des territoires. Aussi, de nombreuses initiatives publiques ou privées ont vu le jour ces dernières années en France – des politiques promouvant la mixité sociale aux communautés numériques de voisinages – visant explicitement à revivifier le lien social local pour « bien vivre » ensemble. Or peu de recherches scientifiques récentes permettent de tester la validité des fondements de ces discours sur le voisinage et l'efficacité de ces actions.

Ce projet propose d'analyser la contribution du voisinage à l'intégration sociale, définie comme le processus par lequel les individus, les groupes sociaux et les territoires occupent une place stable, reconnue et inégalement valorisée dans un ensemble social plus vaste, la société, dont ils partagent à des degrés variables les valeurs et les normes. Ce faisant, il renouvellera à la fois les études sur l'intégration sociale, sur le voisinage et sur les réseaux de sociabilité des habitants des métropoles. Ainsi, il visera à caractériser les relations de voisinage contemporaines et à saisir leurs différenciations et les logiques qui les sous-tendent. En même temps, il ambitionne d'analyser les effets intégrateurs du voisinage : comment les liens faibles et les liens forts s'y articulent-ils ? Quelles sont les dimensions économiques des relations de voisinage ? Quels sont leurs effets socialisateurs selon les contextes résidentiels ? Quelle signification accorder à la recherche de semblables dans le voisinage ?

Parce que ce questionnement se pose de manière plus aigüe dans les grandes villes et parce que celles-ci sont composées de territoires différenciés, la recherche est centrée sur deux métropoles, Paris et Lyon. Elle repose sur une approche inédite articulant une triple entrée : par des contextes résidentiels socialement et spatialement différenciés (situés dans la ville-centre, en périphérie et en zone périurbaine), par des populations ciblées et contrastées (personnes âgées, ménages d'une personne, familles avec enfants, ménages de mobiles) et par l'étude des conflits de voisinage, et à l'opposé, des initiatives visant à favoriser les relations de voisinage (dont les communautés numériques de voisinage). Le projet repose également sur la combinaison d'une vaste enquête quantitative – menée avec l'appui de l'INED – et d'enquêtes qualitatives par entretien et observation.

En contribuant à la connaissance scientifique sur les relations de voisinage et sur leurs rapports avec l'intégration sociale, cette recherche permettra d'éclairer les politiques publiques visant à réduire les inégalités sociales et territoriales (en insistant sur le rôle du numérique dans ces inégalités), d'évaluer les effets des politiques de mixité sociale sur les pratiques de voisinage, et d'améliorer les initiatives publiques et privées relatives aux sociabilités, aux solidarités et aux conflits de voisinage.

Sommaire

1. Contexte, positionnement et objectif du projet	8
1.1. Le voisinage : représentations contradictoires et enjeux multiples	8
1.2. Positionnements	9
1.2.1. Etudier l'intégration sociale sous l'angle du voisinage	9
1.2.2. Constituer les relations de voisinage en objet central	10
1.2.3. Comparer systématiquement différents contextes résidentiels et différentes populations ..	11
1.2.4. Analyser la place du voisinage dans l'économie relationnelle et la vie urbaine des individus	12
1.3. Les objectifs du projet	13
1.3.1. Caractériser les relations de voisinage	13
1.3.2. Examiner les rapports entre voisinage et intégration sociale	13
2. Programme scientifique et technique, organisation du projet	15
2.1. Un programme à trois entrées	15
2.2. Un dispositif articulant enquêtes quantitatives et enquêtes qualitatives	18
2.3. Structuration du projet (description des tâches, jalons, livrables)	21
2.4. Coordination du projet et complémentarité des partenaires	26
3. Impact du projet et stratégie de valorisation	27
3.1. Retombées scientifiques et sociales.....	27
3.2. Diffusion des résultats de la recherche et stratégies de valorisation	28
4. Annexes	24
4.1. Tableau récapitulatif des personnes impliquées dans le projet.....	30
Références bibliographiques	

1. Contexte, positionnement et objectif du projet

L'objet principal de la recherche est de décrire et d'analyser la contribution du voisinage à l'intégration sociale, dans un contexte où l'accroissement des mobilités et la diffusion des nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) semblent affranchir les relations sociales de leurs ancrages territoriaux, et où, à l'opposé, certains voisinages sont suspectés de favoriser un entre-soi, voire un repli communautaire. Cet objet sera étudié grâce à la réalisation d'une enquête ambitieuse, qui articule le recueil et l'analyse de données quantitatives et qualitatives dans plusieurs contextes résidentiels, situés dans les métropoles parisienne et lyonnaise.

1.1. Le voisinage : représentations contradictoires et enjeux multiples

Les sociétés occidentales du tournant du XXI^{ème} siècle sont souvent présentées comme des sociétés de la mobilité et de la communication. L'accroissement des mobilités géographiques et le développement rapide des nouvelles technologies de l'information et de la communication ont amené certains chercheurs à définir le voisinage comme un contexte résiduel des relations entre acteurs sociaux (Ascher, 1995 ; Dubois-Taine, Chalas, 1997). Les relations de voisinage ne concerneraient plus que les populations faiblement mobiles ou marginalisées dans l'usage de ces nouveaux moyens d'information et de communication, qui affranchissent les relations des contraintes spatiales en mettant des ailleurs plus ou moins lointains à la portée ou à la disposition immédiates des individus, via leurs appareils connectés.

Ces thèses ont été largement remises en cause dans les années 2000, notamment par des membres de l'équipe constituée pour ce projet. Concernant les interactions sociales tout d'abord, des enquêtes empiriques ont établi que les relations de voisinage restaient significatives, entre autres autour de l'éducation des enfants ou de la vie associative locale. Loin de toujours s'opposer, la mobilité géographique et l'ancrage local peuvent fonctionner de pair, et les sociabilités locales se conjuguer à des sociabilités plus lointaines, dans des quartiers anciens de centre-ville (Authier (dir.) et al., 2001) comme dans des quartiers d'habitat social, pourtant réputés fermés sur eux-mêmes (Allen et al., 2004). Concernant la pertinence territoriale de l'échelle du voisinage ensuite, d'autres auteurs ont mis en évidence, au travers par exemple de l'étude de l'enfermement résidentiel et des *gated communities*, que même dans les grandes périphéries des villes, le voisinage demeurerait important (Charmes, 2005). Enfin, la montée en puissance des débats sur la recherche de l'entre-soi et ses effets, tant sur le contournement de la carte scolaire que sur la gentrification ou la ségrégation urbaine, a montré que les citoyens des grandes métropoles restaient très attentifs aux qualités sociales de leurs voisins (Tissot, 2011). Ainsi, le voisinage peut apparaître déserté, mais il demeure un facteur important des choix résidentiels et un élément structurant de la vie sociale, notamment en matière d'éducation des enfants. De même, l'identité sociale semble construite dans des relations et dans des rapports sociaux où le voisinage occupe une place marginale, alors que le lieu de résidence apparaît dans le même temps comme un déterminant essentiel de l'image sociale (Butler et Robson, 2003 ; Savage, Bagnall et Longhurst, 2005). Enfin d'autres travaux, analysant la transformation de certains quartiers en « ghettos urbains » (Lapeyronnie, 2008), identifient des logiques d'organisation communautaires à l'échelle du voisinage.

Ces représentations savantes contrastées d'un voisinage affaibli, déserté ou au contraire surinvesti par certains groupes sociaux sont également très présentes dans le champ politique et médiatique. L'évocation par M. Valls le 20 janvier 2015 de l'existence en France d'un « apartheid territorial, social et ethnique », de la « relégation périurbaine et des ghettos », ou par P. Kanner le 27 mars 2016 de l'existence « d'une centaine de quartiers, [qui] présentent des similitudes potentielles avec Molenbeek » en fournissent des exemples récents. Dans l'opinion publique, le voisinage semble ainsi en crise, par défaut ou par excès de relations. Cette perception d'un voisinage en crise a donné lieu à des réflexions et à des initiatives, publiques ou privées, à plus ou moins large rayon, visant à réguler ou à revivifier le lien social local afin de « bien vivre » ou de « mieux vivre » ensemble. Les politiques volontaristes qui visent aujourd'hui à promouvoir de « nouveaux quartiers de mixité sociale » dans différents contextes urbains constituent une des formes de régulation ou de freinage par la puissance publique de la recherche de l'entre-soi, perçue comme le ferment d'une possible balkanisation des villes. Dans le même sens, différents bailleurs sociaux ont, de façon autonome ou dans le cadre de la rénovation urbaine, mis en place des actions destinées à apaiser ou contrôler les « troubles » de voisinage et à dynamiser les relations entre voisins, au sein des résidences comme à l'échelle de quartiers plus larges, à travers de multiples initiatives (jardins partagés, actions pour le développement durable, mise en place de paniers paysans, etc.). D'une autre manière, la fête des voisins, initiée en 1999 dans le XVII^{ème} arrondissement de Paris, et qui a depuis essaimé en France et au-delà,

cherche également à ranimer des relations de voisinage perçues comme fragilisées « dans une société où se développent la peur de l'autre et le repli sur soi » (<http://www.immeublesenfete.com>). Dans le sillage de cette initiative, des réseaux sociaux numériques de quartier ou d'immeuble cherchent à revitaliser les sociabilités locales comme à soutenir des échanges et des solidarités de proximité, en ciblant parfois des publics spécifiques (« voisin-age », « voisineo », « peuplade », etc.)

Pourtant, très peu de données scientifiques sont actuellement disponibles sur les relations de voisinage, propres à évaluer tant la validité éventuelle de ces discours alarmistes ou volontaristes, que l'évolution dans le temps des relations de voisinage, ou encore l'ampleur et les effets de ces nouvelles initiatives, publiques ou privées, sur la cohésion ou l'intégration sociales. En effet, les deux enquêtes de l'INSEE consacrées à la sociabilité qui comprenaient des questions sur les relations de voisinage, sont déjà anciennes : la plus fouillée, l'enquête « Contacts », date de 1983. La plus récente, l'enquête « Relations de la vie quotidienne et isolement », qui reprenait partiellement les questions de l'enquête « Contacts », a été réalisée il y a près de vingt ans, en 1997.

En outre, les données scientifiques disponibles sur le voisinage ont été constituées avant les développements massifs des réseaux sociaux en ligne, et ne disent que peu de choses des effets de l'apparition des communautés en ligne sur les formes et les régulations sociales des voisinages. Quelques travaux pionniers ont souligné que les réseaux sociaux numériques ne menaçaient pas les sociabilités locales, contrairement aux craintes parfois exprimées, mais pouvaient contribuer au contraire à les renforcer (Wellman, Hampton, 1999 ; Duarte, Boubezari, Couic, 2003). Mais que se passe-t-il pour les personnes non connectées à ces réseaux sociaux ? Plus largement, la généralisation de l'usage de ces NTIC (Gombault, 2013) a-t-elle modifié la structure des sociabilités de proximité ? A quelles conditions sociales et pour quels groupes sociaux ces nouveaux outils permettent-ils de revitaliser des relations localisées de sociabilité ou de soutenir des solidarités de proximité ? Dans quels contextes et pour quelles populations les NTIC constituent-elles au contraire une manière d'échapper au voisinage ?

1.2. Positionnements

Notre projet propose ainsi de décrire et d'analyser les rapports complexes entre voisinage et intégration sociale, dans un contexte où les relations de voisinage et les rapports au voisinage sont l'objet de représentations contradictoires et d'enjeux multiples. Il se distingue dans le champ des recherches anciennes ou récentes par quatre aspects.

1.2.1. Etudier l'intégration sociale sous l'angle du voisinage

L'intégration sociale désigne classiquement en sociologie le processus par lequel les individus, les groupes sociaux et les contextes en viennent à occuper une place stable, reconnue et inégalement valorisée dans un ensemble social plus vaste – la société, dont ils partagent à des degrés variables les valeurs et les normes. Les sciences sociales ont souligné l'importance de la famille, de l'école, du travail, de la nation ou de la citoyenneté dans ce processus d'intégration et en ont fait les prismes principaux de leurs analyses. Les travaux analysant l'intégration sous l'angle du voisinage sont plus rares.

Certains chercheurs ont attiré l'attention sur le rôle que joue le voisinage dans les processus d'intégration, tant par les liens forts établis dans la fréquentation préférentielle de certains voisins, que par les liens faibles qui assurent un sentiment de reconnaissance, de sécurité ou de bien-être dans l'environnement immédiat du domicile (Simon, 1995 ; Forrest, 2007). Les sociologues de l'Ecole de Chicago ont ainsi éclairé les manières dont les « régions morales », les quartiers, les voisinages, jouaient un rôle intégrateur, notamment pour les populations immigrées (Thomas, Znaniecki, 1919 ; Wirth, 1928). Réciproquement, d'autres travaux ont mis en évidence, à côté de facteurs économiques et sociaux structurels, le rôle de la récurrence des conflits de voisinage ou de liens délétères dans l'exclusion, la marginalisation ou la désaffiliation de certains groupes sociaux ou de certains territoires (Wilson, 1987 ; Dubet, Lapeyronnie, 1992 ; Villechaise-Dupont, 2000). Analyser l'intégration au prisme du voisinage conduit ainsi à examiner à la fois les formes et les degrés d'intégration ou de cohésion internes aux contextes résidentiels retenus, et leurs relations avec les autres échelles spatiales et sociales dans lesquelles ils s'inscrivent (Gribaudo, 1987). Mais cette analyse doit aussi conduire à examiner dans quels territoires et pour quelles populations le voisinage constitue une ressource, ou au contraire, en cas de relations défaillantes ou délétères, une forme d'obstacle à l'intégration sociale.

C'est en partie dans cette perspective que certains travaux, principalement aux Etats-Unis, ont cherché à saisir, le plus souvent à l'aide de méthodes statistiques (d'analyse logistique), les effets de la concentration de la pauvreté sur les habitants des quartiers pauvres, et notamment sur les adolescents, dans les domaines de l'insertion économique et professionnelle, de la scolarité, de la démographie ou bien encore de la criminalité,

en apportant des résultats relativement contradictoires (Marpsat, 1999). C'est aussi dans cette perspective, visant à saisir des « effets de quartier », que s'inscrit l'ouvrage *Le Ghetto français* (2004), dans lequel E. Maurin analyse l'évolution de la composition sociale de petits voisinages de 20 logements en milieu rural et de 40 logements en milieu urbain et ses effets. Constatant leur homogénéisation, il conclut à la menace d'un « séparatisme social » aux conséquences graves pour l'égalité des chances, *via* notamment son impact sur l'éducation ; ce qui a été largement discuté (cf. Estèbe, 2004).

En même temps, les individus sont attachés à la société de diverses manières, et à diverses échelles (locale, urbaine, nationale). Ainsi, un faible investissement dans le voisinage n'est pas nécessairement synonyme d'une intégration faible, d'un repli sur soi ou d'un isolement, lorsque d'autres lieux et d'autres liens structurent la vie quotidienne des individus. À l'inverse, les individus peuvent être très intégrés dans leur quartier et plus faiblement en dehors, sans pour autant d'ailleurs se réclamer d'un communautarisme ou se vivre comme « séparés » du reste de la société. Pour d'autres, le voisinage peut fonctionner davantage comme une sphère d'identification, dont on partage les valeurs, les règles communes ou les styles de vie, que comme le support de nombreuses pratiques sociales ou de relations denses.

L'originalité de notre projet est donc d'étudier la question de l'intégration sociale sous l'angle du voisinage, en examinant les rapports complexes entre ces deux entités. Il s'agit d'étudier, à partir de ce que les individus vivent dans leurs voisinages, la pluralité ou la diversité des formes, des instances et des espaces de leur intégration sociale, et d'en évaluer les poids relatifs dans la structuration de leurs positions et de leurs pratiques sociales. L'enjeu est d'étudier l'articulation ou la tension entre les différentes échelles (locale, urbaine, nationale, globale) auxquelles l'intégration peut être observée et analysée, et d'examiner tout particulièrement la contribution du voisinage aux processus d'intégration. Aussi, notre projet se propose d'étudier l'intégration sociale par certaines de ses dimensions, en privilégiant celles pour lesquelles les relations et les rapports au voisinage semblent devoir jouer un rôle significatif.

1.2.2. Constituer les relations de voisinage en objet central

Dans le champ des études urbaines, le voisinage et les relations de voisinage constituent un objet d'analyse classique, tant par l'ancienneté du thème dans la littérature scientifique, que par son traitement dans des articles ou des ouvrages qui sont devenus des « classiques » par l'exemplarité des enquêtes et la robustesse de leurs conclusions (McKenzie (1921) et les sociologues de l'Ecole de Chicago au début du XX^{ème} siècle ; Young et Wilmott, 1957 ; Gans, 1962 ; Coing, 1966 ; Chamboredon et Lemaire, 1970 ; Héran, 1987). Pour autant, les relations de voisinage ont rarement constitué un questionnement central de ces enquêtes, monographiques ou quantitatives. Ces différents travaux sur le voisinage et les relations de voisinage s'accordent sur le flou de ces notions, et la variabilité de leurs définitions dans la pratique sociale. Une première clarification peut être apportée en distinguant les relations de voisinage selon un sens étroit ou plus large. En un sens étroit, les relations de voisinage désignent les rapports entretenus avec les voisins, dont la proximité spatiale varie selon les contextes résidentiels. F. Héran (1987) montre ainsi que l'aire de voisinage perçue se rétrécit à mesure que la densité résidentielle augmente. En un sens plus large, les relations de voisinage renvoient aux rapports entretenus par les habitants dans et avec un contexte résidentiel donné dans son ensemble. Cette deuxième acception comprend alors non seulement les relations, éphémères ou durables, informelles ou organisées que les individus nouent dans l'environnement proche de leur domicile, mais aussi les formes de coexistence, d'ajustement mutuel, de cohabitation plus ou moins harmonieuse, de socialisation réciproque, ou au contraire d'évitement, de tension ou de conflits entre habitants (Authier, 2002).

L'enquête « Contacts » de l'INSEE et l'INED (1983), quoique ancienne, constitue la référence majeure des différents travaux français abordant le voisinage. Elle montre en premier lieu que les relations de voisinage constituent majoritairement des liens faibles pour les individus, puisque seuls 28 % des ménages enquêtés entretenaient des liens étroits d'amitié ou d'entraide avec un ou plusieurs voisins (Héran, 1987). Cette enquête et d'autres travaux abordant le voisinage mettent également en évidence la très forte structuration de ces relations, à l'instar des autres relations de sociabilité, par les appartenances et les trajectoires sociales des individus (Forsé, 1981 ; Héran, 1987 ; Grafmeyer, 1995, 1998 ; Bidart, 1997). Ainsi, les relations de voisinage atteignent un maximum aux alentours de 65 ans, et leur poids relatif s'accroît dans la sociabilité des personnes âgées (Blanpain, Pan -Ké -Shon, 1998). À âge égal, la présence (modérée) d'enfants entraîne un accroissement des relations avec les voisins. L'enquête « Contacts » montrait également que les agriculteurs constituaient la catégorie sociale qui voisinait le plus, alors que les artisans et commerçants avaient une sociabilité de voisinage très limitée. Parmi les salariés, les cadres voisinaient plus que les professions intermédiaires, les employés ou les ouvriers. En même temps, F. Héran (1987) a mis en évidence la polarisation des relations de voisinage autour de deux pratiques : l'une privilégiée par les cadres, recevoir, et l'autre par les ouvriers, rendre service. Une quinzaine d'années plus tard, N. Blanpain et J.-L. Pan -Ké -

Shon (1998) observent à partir des données de l'enquête « Relations de la vie quotidienne et isolement » un amoindrissement des différences entre les catégories socio-professionnelles, quant à la fréquence des relations de voisinage, dont le niveau global reste proche de celui observé en 1983. Cependant, il est difficile de savoir si ces tendances se sont poursuivies, aucune autre enquête quantitative de grande ampleur n'ayant été consacrée depuis à la sociabilité, et en particulier aux relations de voisinage. Par ailleurs, ces deux enquêtes reposaient sur une définition restrictive des contacts, conçus exclusivement comme des rencontres de face-à-face, impliquant des discussions.

D'autres enquêtes, monographiques ou limitées à des catégories ou des groupes sociaux particuliers, ont attiré l'attention sur des dimensions négligées dans les enquêtes quantitatives : ainsi, l'examen du contenu, des formes ou des significations des relations de voisinage, en relation avec les autres dimensions de la sociabilité (familiale, amicale, professionnelle), a contribué à enrichir la compréhension des manières de voisiner et de leurs effets sociaux.

Parmi ces populations, les personnes âgées ont récemment fait l'objet de nombreux travaux : d'une part, parce que les représentations sociales associent volontiers la (grande) vieillesse avec l'isolement social, suscitant une demande sociale de recherches ; d'autre part, parce que le passage à la retraite est souvent vu comme une rupture (Blanpain, Pan Ké Shon, 1999). Les enquêtes quantitatives font ainsi apparaître une diminution de la sociabilité globale avec l'avancée en âge. Cependant les enquêtes qualitatives nuancent l'isolement présumé des personnes âgées (Argoud, 2004 ; Mallon, 2010) et soulignent à quel point le vieillissement peut donner une tonalité différente aux manières de voisiner ou aux figures du voisinage (Drulhe *et al.*, 2007), les personnes âgées se montrant très attachées à des formes de voisinage « ordinaire » ou « faible » - échanges de politesses, services minimes, surveillance mutuelle - qui fondent un sentiment d'appartenance commun, sécurisant, à l'espace local (Rougé, 2014). De même, l'existence d'un « voisin privilégié » revêt une importance particulière pour continuer à vivre à son domicile, par le soutien et l'accompagnement procurés (Drulhe *et al.*, 2007). La question de la solidarité de voisinage se pose ainsi de manière forte pour cette population âgée, tant pour l'action publique que dans la réflexion scientifique (Membrado, Mantovani, 2014). Si les relations de voisinage des personnes âgées ont fait l'objet d'un intérêt médiatique, politique et scientifique, d'autres groupes sociaux ont suscité moins d'attention. Pourtant, les enfants sont générateurs de sociabilité et d'échanges de services entre familles (bien que ces échanges soient rarement envisagés sous l'angle de la solidarité). Comment le voisinage est-il perçu, envisagé, pratiqué par ces familles ? Réciproquement, les personnes seules (et pas nécessairement âgées) ou les personnes très mobiles, dont la proportion s'est accrue, sont rarement interrogées sur leurs relations de voisinage, perçues à tort ou à raison, comme faibles. Qu'en est-il réellement pour ces populations ?

1.2.3. Comparer systématiquement différents contextes résidentiels et différentes populations

Les enquêtes avec un même protocole dans des contextes différents et sur différentes populations sont rares. Un des principaux apports de ce projet sera de combler ce manque, en étudiant, au moyen d'enquêtes quantitatives et qualitatives, les relations de voisinage dans différents contextes résidentiels, susceptibles d'en influencer les formes et l'intensité.

Des recherches ont abordé simultanément les pratiques d'une population donnée, en l'occurrence les classes moyennes supérieures, dans des contextes urbains différents au sein d'une même métropole (Andreotti, Le Galès, Moreno Fuentes, 2015 ; Bacqué, Bridge et al., 2016), mais aucune n'a été spécifiquement centrée sur le voisinage. Or, dans les débats sur l'évolution des rapports au voisinage, la question des contextes spatiaux est essentielle. Par exemple, les recherches mettant en avant la vigueur des relations de voisinage ont eu tendance à se centrer sur les quartiers centraux des villes alors que les chercheurs qui insistaient sur la perte d'importance du voisinage fondaient leurs analyses sur l'observation des périphéries pavillonnaires. Les débats sur la place du voisinage sont également alimentés par des observations réalisées dans des contextes sociaux différents. Le projet permettra de clarifier ces débats en faisant varier simultanément les contextes sociaux et spatiaux.

De nombreux contextes résidentiels particuliers ont déjà été étudiés. Tant les rapports au voisinage que les rapports de voisinage apparaissent très contrastés selon la composition sociale, la localisation, la nature ou encore l'image du quartier (Authier, 2006). En effet, ces dernières dimensions structurent les relations de sociabilité, faisant du voisinage une ressource ou au contraire une contrainte, ou bien encore un contexte peu investi. Ainsi, les enquêtes menées sur des quartiers gentrifiés ont souligné le contraste entre la valorisation par les classes moyennes supérieures de l'ambiance familiale de leur lieu de résidence, évoqué dans le registre du « quartier-village », et les sociabilités de voisinage souvent ténues que ces représentants des classes moyennes mettent en œuvre (Lehman-Frisch, 2002 ; Charmes, 2006). Au contraire les relations de

voisinage des catégories populaires se caractérisent davantage par des liens forts, et par le recoupement des différents cercles sociaux (familiaux, amicaux, professionnels) au sein du voisinage. Les enquêtes centrées sur les quartiers populaires insistent alors sur les ressources offertes par le voisinage, propres à soutenir tant les sociabilités que les solidarités (Fol, 2010 ; Gilbert, 2014). Selon les contextes résidentiels, les relations de voisinage sont également plus ou moins structurées par des règlements qui délimitent les usages des logements, des parties communes (règlements de copropriété, de lotissement) et par des usages sociaux et culturels, des normes d'interconnaissance et de relations, et des représentations. Des travaux classiques ont souligné les effets des modes de peuplement dans la structuration des relations de voisinage (Chamboredon et Lemaire, 1970). À l'inverse, le rapprochement spatial de populations semblables au regard de leurs positions sociales n'implique pas nécessairement de fortes sociabilités de proximité. N. Elias et J. L. Scotson (1997) ont ainsi attiré l'attention sur les fortes tensions entre habitants anciennement installés et nouveaux venus à Winston Parva, cité de la banlieue de Leicester, pourtant comparables dans leurs caractéristiques sociales, et la mise à distance des « outsiders », des « groupes marginaux », par les « established ». Ailleurs, dans les espaces périurbains ou les ensembles résidentiels fermés, l'homogénéité sociale relative débouche souvent sur un « minimalisme moral » (Baumgartner, 1988) avec un faible engagement dans les relations de voisinage, les habitants recherchant la sécurité et la tranquillité avant la convivialité ou la solidarité (Charmes, 2005 ; Capron, 2004). Si chacune de ces enquêtes contribue à mieux comprendre les relations de voisinage et leurs logiques différenciées selon les contextes, la comparaison et la cumulativité de leurs résultats ne peuvent être que partielles, puisque leurs problématiques, leurs modes de recueil des données, et leurs contextes, historiques, sociaux et scientifiques, sont différents. Une des ambitions de notre projet est précisément de pouvoir comparer de manière raisonnée, dans un même mouvement, les rapports entre intégration et voisinage dans des contextes sociaux et spatiaux diversifiés.

Au-delà des contextes spatiaux, le projet se propose de saisir autrement les rapports de voisinage, en se centrant sur différentes populations, auxquelles les représentations sociales prêtent, à tort ou à raison, des spécificités dans leurs manières de voisiner. Cette approche permet en effet de ne pas surévaluer l'importance du voisinage ou la spécificité des relations de proximité de certains groupes sociaux par rapport à d'autres. Il s'agit au contraire de mettre en relation les modes de voisiner de ces groupes, en restant attentif aux différents effets de contextes qui peuvent venir les structurer. Nous observerons donc au sein des territoires retenus les relations de voisinage pour des populations ciblées et contrastées – personnes âgées, familles avec enfants, personnes vivant seules et individus très mobiles (cf. point 2). Enfin, nous proposons d'examiner de manière rapprochée dans ces mêmes territoires les conflits, qui constituent une modalité particulière et importante des relations de voisinage, et à l'opposé, différentes initiatives, publiques ou privées, explicitement dédiées à la construction, la consolidation ou la revivification du lien social : fêtes des voisins, jardins partagés... Parmi ces initiatives, nous étudierons de façon approfondie les communautés numériques de voisinage.

A travers ces perspectives, il s'agit tout autant d'apporter des connaissances nouvelles par rapport aux grandes enquêtes nationales sur les sociabilités que de constituer une plus-value par rapport à des travaux monographiques, en associant de manière raisonnée dans une même recherche des enquêtes relatives à différents contextes et à différentes populations. Il s'agit aussi d'étudier les relations de voisinage par l'étude d'une forme récurrente des relations de voisinage, les conflits, et par les initiatives qui cherchent à réguler ou à dynamiser ces relations. L'articulation de ces trois entrées (contextes, populations, conflits ou initiatives en faveur du voisinage) construira une pluralité de regards sur les rapports complexes entre voisinage et intégration sociale. Par rapport aux travaux existants, elle permettra également de mieux contextualiser et historiciser les relations et les rapports au voisinage, dans une démarche qui ne se cantonne pas à l'approche monographique mais vise à une comparaison systématique.

1.2.4. Analyser la place du voisinage dans l'économie relationnelle et la vie urbaine des individus

Les études précédemment citées de F. Hérain et d'Y. Grafmeyer ont mis en évidence que les sociabilités de voisinage s'inscrivaient dans des logiques plus larges, notamment celle du cumul pour les ménages de classes moyennes et moyennes supérieures. La prise en compte de l'entrelacement des réseaux de sociabilité est nécessaire pour appréhender les logiques des relations de voisinage, comme le repli (qui peut être selon les cas, signe d'un certain isolement ou l'expression d'affinités et de sociabilités électives), ou encore la compensation d'un déficit de relations (ou de reconnaissance) dans d'autres domaines. Ainsi, N. Blanpain et J.-L. Pan Ké Shon remarquaient en 1998 que « les Français se parlent de moins en moins ». Or, si la baisse de la fréquence des contacts en face-à-face entre 1983 et 1997 était particulièrement attestée pour les relations avec les commerçants (- 26 %), les amis (- 17 %) et les collègues (- 12 %), elle était moindre pour les relations de parenté et de voisinage (- 7 %). Ces évolutions invitent également à analyser la place

qu'occupe le voisinage dans l'économie relationnelle des individus, des groupes sociaux et des contextes résidentiels. Il ne s'agit pas en effet d'isoler les relations de voisinage des autres types de relations sociales, mais bien d'en définir la place relative et les formes spécifiques dans l'ensemble des sociabilités, locales ou à distance, des individus.

Par ailleurs, beaucoup d'analyses mettant en cause l'entre-soi sont menées comme si elles faisaient l'hypothèse que l'intégralité de la vie sociale se déroulait à proximité immédiate du lieu de résidence. C'est ainsi que des ensembles résidentiels fermés de quelques dizaines de logements peuvent être présentés comme des « ghettos » (Paquot, 2009), alors même que les habitants de ces ensembles passent l'essentiel de leur vie éveillée ailleurs. Pour se prémunir contre ce travers qui consiste à réduire la vie métropolitaine au quartier de résidence, il est essentiel de replacer les rapports au voisinage dans le contexte plus large des modes de vie urbains des personnes. Des travaux antérieurs de l'équipe ont ainsi montré que les citadins (résidant dans des quartiers anciens de centre-ville) pouvaient articuler très diversement vie de quartier et vie urbaine : habiter leur quartier et peu pratiquer leur ville, pratiquer leur ville et peu habiter leur quartier ou encore, habiter à la fois leur quartier et leur ville (Authier et al., 2001).

Le projet s'attachera donc à situer les relations de voisinage des individus dans l'ensemble de leurs sociabilités et à positionner les rapports qu'ils entretiennent avec leur voisinage dans leur vie urbaine.

1.3. Les objectifs du projet

1.3.1. Caractériser les relations de voisinage

Pour analyser les rapports complexes entre voisinage et intégration sociale, un premier objectif est de caractériser dans le détail les relations et les rapports au voisinage des individus. Une ambition est ainsi d'actualiser l'enquête « Contacts ». Il s'agit à la fois de pouvoir comparer le volume, les formes et les contenus des relations de voisinage actuelles avec celles qui avaient été saisies dans les enquêtes précédentes de l'INSEE et l'INED. Mais il faut également compléter et enrichir les questions posées dans ces précédentes enquêtes, où « le contact en face-à-face restait de fait l'idéal-type de la sociabilité et de l'interaction interpersonnelle, au point que dans l'enquête française de référence sur les *Contacts entre les personnes* de 1983, la question sur les coups de fil échangés – pourtant intégrée dans le carnet de contact de cette recherche – n'a pas été traitée dans les résultats publiés (Héran, 1988) » (Cardon, Smoreda, 2014). Les travaux plus récents sur la sociabilité téléphonique (Rivière, 2000) ou médiatisée par les NTIC (Grossetti, 2014) invitent ainsi à prendre en compte ces différents modes de mises en contact dans l'analyse du voisinage, et leur contribution à l'intégration des réseaux ainsi constitués, ou des voisins ainsi mis en relation.

Une autre ambition est d'identifier et de comprendre les différenciations internes des relations de voisinage, leurs principes et leurs dynamiques de structuration. Dans une enquête exploratoire consacrée aux relations de voisinage des habitants de Lyon¹, l'existence d'un « voisin privilégié », avec lequel des relations préférentielles étaient entretenues, a été mentionné par 47,5 % des enquêtés. Cette différenciation interne des relations de voisinage, négligée dans l'enquête « Contacts » pourra également être approfondie dans les enquêtes qualitatives. Comment devient-on un voisin « privilégié » ? Comment certains liens de voisinage s'affaiblissent-ils ou au contraire se renforcent-ils ? Quels sont les situations, les circonstances ou les événements facilitateurs ou inhibiteurs de ces relations de proximité ? Peut-on identifier, au-delà des « figures locales » (Jacobs, 1961) des acteurs pivots de la sociabilité de voisinage ? Dans quelle mesure certaines catégories de personnes, liées aux lieux de résidence (gardiens d'immeubles, président ou membre d'un syndic de propriété ou d'une association de locataire, facteur), ou à des groupes spécifiques d'habitants (nounous, aides à domicile), animent-elles les relations de voisinage et contribuent-elles de ce fait à l'intégration sociale ?

Une autre perspective d'approfondissement consiste à explorer davantage ce qui s'échange dans les relations de voisinage, des denrées alimentaires aux coups de mains, en passant par les services, plus ou moins réguliers ou importants, ou encore les informations sur les bons établissements (scolaires ou de restauration) du quartier.

1.3.2. Examiner les rapports entre voisinage et intégration sociale

¹ Enquête par questionnaire menée en 2016 par J.-Y. Authier et I. Mallon, avec trois groupes d'étudiants de 1^{ère} année de sociologie de l'Université Lyon 2, auprès de 756 habitants de 6 quartiers de Lyon.

Le deuxième objectif est de questionner les effets intégrateurs du voisinage, pour les différents contextes et populations retenus. Pour cela, nous retenons quatre angles d'analyse :

(1) Le projet s'intéressera d'abord à la composition des liens forts et des liens faibles dans le voisinage. Classiquement, liens forts et liens faibles sont opposés : les premiers procureraient soutien et solidarité, mais seraient également synonymes d'enfermement, quand les seconds permettraient l'anonymat et la liberté. On doit à Granovetter (1973) d'avoir souligné cependant « la force des liens faibles » dans la recherche et l'obtention d'un emploi, et donc leur potentiel intégrateur. Afin de comprendre comment interviennent liens forts et liens faibles dans les processus d'intégration sociale, le projet examinera la manière dont ces liens se composent de manière différenciée dans les contextes et pour les populations retenus. Une attention particulière sera accordée d'une part à la définition de ces liens, comme faibles ou forts, et à leurs évolutions éventuelles d'une catégorie à l'autre au fil du temps. Dans quelles circonstances, à la faveur de quels événements, des liens faibles peuvent-ils se renforcer ou des liens forts s'affaiblir ? D'autre part, la recherche s'attachera particulièrement aux liens de voisinage faibles de ceux pour qui on insiste habituellement sur les liens forts (ménages modestes, personnes âgées) et, inversement, aux liens de voisinage forts de ceux qui peuvent puiser dans un vaste ensemble de liens faibles (cadres, individus très mobiles). Pour ces derniers par exemple, les liens forts sont-ils véritablement contraignants ? Ne constituent-ils pas des supports sur lesquels ces mobiles peuvent prendre appui ?

(2) Le projet s'intéressera également aux dimensions économiques des relations de voisinage, sous l'angle en particulier de l'emploi et du travail, puissants vecteurs d'intégration sociale. Les relations de voisinage sont rarement constituées en objet central dans l'analyse de l'accès ou des obstacles à l'emploi. Du côté des cadres et professions intellectuelles, la sociologie des réseaux attribue en effet un rôle primordial aux liens faibles et diversifiés, extérieurs à la famille et au voisinage. Ces travaux minorent pourtant les effets potentiels de la concentration résidentielle pour ce type de groupes professionnels : pour certains professionnels de l'audiovisuel ou du cinéma résidant dans des quartiers gentrifiés, les sociabilités de voisinage contribuent au contraire de manière décisive à l'intégration dans le milieu professionnel (Collet, 2015).

Du côté des travaux sur les quartiers populaires, c'est avant tout sur le registre du handicap que l'effet du quartier et du voisinage a été étudié en matière d'accès à l'emploi. Des travaux économétriques anglo-saxons et français laissent entendre en effet que la ségrégation urbaine appauvrit les contacts professionnels des ménages populaires et obère leur intégration sociale, sans toutefois que ces analyses n'aboutissent en matière de chômage à des résultats unanimes (Marpsat, Laurent 1997 ; Gobillon, Selod, 2007 ; Couppié, Gasquet 2011). Or certaines ressources de proximité restent invisibles dans ces enquêtes, alors qu'elles peuvent être cruciales pour l'accès à l'emploi notamment féminin (covoiturage ou garde d'enfants) (Fol, 2010). L'accès à certaines filières professionnelles, comme celle de mécanicien automobile, peut aussi être lié à l'ancrage dans un voisinage populaire et entremêlé à des sociabilités locales, comme le souligne une enquête en cours dans des territoires frappés par la désindustrialisation (Collectif Rosa Bonheur, 2014). Reste toutefois à prolonger ces observations en comparant systématiquement les configurations de voisinage et leurs effets en matière d'accès à l'emploi pour différentes populations : l'articulation de données quantitatives et d'enquêtes qualitatives menées à une échelle fine telle qu'elle est prévue dans le projet paraît indispensable pour y parvenir.

Dans cette perspective, les situations de mixité sociale feront l'objet d'une attention particulière. En effet, on voit souvent affirmée l'hypothèse que, pour les jeunes des milieux populaires, vivre dans un quartier mélangé peut favoriser les contacts qui permettent l'accès à l'emploi (à commencer par l'obtention d'un stage par exemple). L'étude des « nouveaux quartiers de mixité sociale programmée » constitue un terrain privilégié pour savoir si les politiques volontaristes de lutte contre la ségrégation urbaine diversifient véritablement les ressources professionnelles des habitants issus de milieux populaires et/ou de l'immigration. Dans un autre registre, le contenu des échanges entre voisins, et les transactions auxquelles ils donnent éventuellement lieu, paraissent des analyseurs pertinents des dimensions économiques (plus ou moins formelles) des voisinages. En prenant en compte les services plus ou moins rémunérés et déclarés réalisés sur la base de la connaissance de voisinage (bricolage, rénovation d'intérieurs, garde d'enfants, réparation automobile, dépannage informatique), le projet entend ainsi saisir le rôle du voisinage dans l'intégration économique de manière large, sans restreindre exclusivement cette dernière à l'accès à l'emploi.

(3) Les effets socialisateurs du voisinage sont une autre manière d'aborder les processus d'intégration à l'œuvre dans les différents voisinages. Ces effets relèvent de la socialisation silencieuse, qui ne résulte pas « d'une inculcation (volontaire ou involontaire) morale, idéologique ou pédagogique », mais d'un effet « plus diffus de l'agencement ou de l'organisation d'une 'situation' » (Lahire 1998, p. 42). Différents

travaux s'intéressant aux « effets de quartiers », « aux effets de localité » ont montré l'existence de « formes » de sociabilités, de « modes de sociabilités » spécifiques à des contextes résidentiels et qui ne dépendent pas seulement des caractéristiques sociales des habitants (Authier, 2012 ; Bidart, 1997 ; Bidou, 1997 ; Forsé et Degenne, 1998). Le projet cherchera à approfondir cette analyse des effets socialisateurs du voisinage. Le voisinage n'a pas mécaniquement un effet socialisateur indépendamment des individus qui s'y inscrivent, de leurs propriétés sociales, de leur trajectoire et aspirations sociales et des caractéristiques de ce voisinage.

Autrement dit, comment, par quels mécanismes et à quelles conditions le voisinage influe-t-il sur les manières d'être, de faire, de voir, de l'individu ? Trouve-t-on dans le voisinage des « autrui significatifs » qui deviennent modèles de référence ? Quels sont les processus qui forment et/ou transforment les dispositions ? Si « la proximité de l'autre n'est jamais complètement indifférente », même lorsque l'on ne sait à peu près rien de ses voisins puisque « la façon dont on en parle traduit des catégories de jugement, des manières de se situer soi-même autant que de situer autrui » (Grafmeyer, 1991 : p. 20), les relations de voisinage régies par « le minimalisme moral » (Baumgartner, 1988) auraient-elles des effets socialisateurs ?

(4) Enfin, la signification de la recherche de semblables dans le voisinage fera l'objet d'une attention particulière. S'agit-il seulement comme on l'affirme souvent d'une volonté d'évitement voire d'un rejet du voisinage des moins bien lotis que soi ? Ces motivations existent incontestablement, mais d'autres motivations doivent également être prises en considération. Ainsi, voisiner avec des semblables facilite la gestion des problèmes et peut contribuer à réduire les conflits de voisinage : appartenir au même groupe social n'est certainement pas une garantie contre les conflits mais cela peut limiter l'extension des points qui peuvent devenir conflictuels (Charmes, 2005). De même, une des caractéristiques majeures de la vie métropolitaine est la possibilité de construire des relations sociales autour d'intérêts, de goûts ou de valeurs très spécifiques. Prenons un exemple classique : pour une personne homosexuelle, s'installer dans un quartier « gay » n'est pas un enfermement, mais plutôt la possibilité de vivre librement une homosexualité qui reste largement réprimée dans les espaces publics (Giraud, 2014). Un des objectifs du projet sera donc d'évaluer le poids de ces différents mécanismes dans la constitution de voisinages relativement homogènes socialement. Sur cette base, on pourra évaluer plus clairement les relations entre entre-soi et intégration sociale.

2. Programme scientifique et technique, organisation du projet

2.1. Un programme à trois entrées

Pour étudier les rapports complexes entre voisinage et intégration sociale, nous nous proposons d'analyser les relations de voisinage, et les rapports au voisinage, à partir de trois entrées : par des contextes résidentiels, par des populations et par l'étude des conflits de voisinage, et à l'opposé, des initiatives visant à favoriser les relations de voisinage. L'entrée par des contextes résidentiels, socialement et spatialement différenciés, visera à montrer dans quelle mesure et en quoi ces contextes influencent les modalités et l'intensité des relations de voisinage, et à mettre en évidence les manières dont les relations entre voisins renforcent ou atténuent les inégalités territoriales. L'entrée par des populations, ciblées et contrastées, cherchera à mettre en lumière les variations de la sociabilité locale pour ces différentes populations, et à mieux identifier comment le voisinage est constitué en contrainte ou en ressource. L'étude des conflits de voisinage et des actions visant à dynamiser ou à réguler les relations de voisinage a pour objectif d'analyser comment ces relations et ces actions se construisent et d'en étudier les effets sociaux.

Parce que la question des rapports entre voisinage et intégration sociale, en France, se pose tout particulièrement dans le cas des grandes villes (cf. point 1), et parce que ces dernières permettent d'étudier des contextes résidentiels différenciés (socialement et spatialement) et géographiquement voisins, nous avons fait le choix de centrer notre recherche sur les rapports au voisinage dans des grandes agglomérations. Plus précisément, nous avons retenu Paris et Lyon, deux grandes agglomérations à la fois semblables et différentes. Villes dynamiques et relativement riches, mais aussi villes particulièrement ségréguées, accueillant des habitants des régions voisines et de nombreux immigrants, dans un marché immobilier local tendu, Paris et Lyon se ressemblent à bien des égards. Aussi, choisir ces deux grandes agglomérations permet de maîtriser les termes de la comparaison et de placer au cœur de l'étude les différences entre contextes résidentiels. Mais Paris et Lyon présentent aussi des différences. Métropole « globale » de premier plan rassemblant 12 millions d'habitants, Paris se distingue de Lyon, aire urbaine de plus de 2 millions d'habitants, par sa taille. De ce fait, mais aussi pour des raisons de densité résidentielle et d'un fort centralisme politique et économique, le marché immobilier parisien et francilien n'en est que plus tendu et

les dynamiques ségrégatives au sein de son territoire, plus fortes. Par exemple, à Lyon, les quartiers bourgeois du centre restent en large part accessibles au haut des familles des classes moyennes, alors que ce n'est pas le cas à Paris, où les écarts sociaux-spatiaux sont maximalisés. Ces difficultés rencontrées à Paris par les classes moyennes pour résider au centre sont de surcroît redoublées par des durées de déplacement plus importantes. Ces différences, non exhaustives, permettront d'examiner aussi la variation des rapports entre voisinage et intégration sociale (dans des contextes résidentiels communs, pour des populations similaires) au sein même des grandes agglomérations françaises. Pour satisfaire ce dernier objectif, d'autres choix de grandes agglomérations étaient bien sûr possibles. Mais deux autres éléments justifient encore le choix de Paris et de Lyon. D'une part, l'observation localisée des relations de voisinage, et de leurs dynamiques, nécessite une bonne connaissance préalable des terrains (au sens large ou plus étroit) de la recherche, ce qui est le cas, pour de nombreux membres de l'équipe, pour les deux agglomérations retenues et pour une partie des terrains d'enquête envisagés (cf. *infra*). D'autre part, et cela n'est pas négligeable, concentrer les terrains de la recherche en région parisienne et en région lyonnaise permet de réduire les coûts de la recherche.

Les contextes résidentiels

Sept types de contextes résidentiels seront étudiés et comparés, dans chaque agglomération : un quartier populaire, un quartier bourgeois et un quartier gentrifié de la ville-centre ; un quartier de grands ensembles d'habitat social en rénovation urbaine et un nouveau quartier de mixité sociale programmée situés en périphérie (dans la petite couronne) ; et deux communes périurbaines : une commune (« urbaine ») peuplée de 5000 à 10 000 habitants et une commune (« rurale ») de moins de 2000 habitants. Ces sept types n'entendent pas épuiser la diversité des contextes résidentiels urbains (français) du début XXI^e siècle : ils ont été choisis parce qu'ils représentent une grande variété de contextes résidentiels (en termes de populations, de rapports à la centralité urbaine...) et parce qu'ils correspondent à des types régulièrement convoqués, souvent séparément, dans la littérature sociologique et géographique. Travailler simultanément sur l'ensemble de ces contextes est un des caractères innovants de notre recherche.

Si la plupart de ces catégories d'espaces font spontanément sens, il nous faut dire quelques mots sur ce que recouvrent les quartiers « gentrifiés », les « nouveaux quartiers de mixité sociale programmée » et les communes périurbaines « urbaines » et « rurales ».

Les quartiers « gentrifiés » désignent les anciens quartiers populaires des villes-centres qui sont réappropriés par des ménages appartenant aux classes moyennes et supérieures (Authier, Bidou, 2008). Même si l'installation de ces ménages a souvent pour effet le départ des anciens habitants de milieux modestes, ces quartiers se caractérisent par une certaine « mixité sociale », en termes de composition.

Les « nouveaux quartiers de mixité sociale programmée » correspondent aux quartiers produits par les projets urbanistiques qui réservent entre 20 % et 50 % des logements construits aux bailleurs sociaux et qui impliquent la vente en accession à la propriété des autres appartements. Du fait des prix du marché qui peuvent être très élevés pour des logements neufs situés en zone urbaine dense et du choix d'inclure à la fois des logements de petite taille et de vastes appartements destinés à une clientèle aisée, ces quartiers sont conçus pour accueillir à la fois des classes populaires, des classes moyennes et des classes supérieures. Ils constituent ainsi des quartiers qui ont « pour spécificité de faire cohabiter des catégories qui, d'ordinaire, ne voisinent que dans les statistiques » (Chamboredon, Lemaire, 1970). En outre, puisqu'ils sont entièrement neufs, ces quartiers ne portent pas d'histoire des relations sociales entre habitants, au contraire des quartiers gentrifiés.

Les communes périurbaines sont très diverses. En présentant son dernier zonage en aires urbaines, daté de 2010, l'INSEE a particulièrement insisté sur le fait que, dans les grandes aires urbaines, la majorité de la population des couronnes périurbaines est « rurale ». Dans les cas particuliers de Paris et Lyon, près de 9 communes périurbaines sur 10 sont rurales (au sens où la zone agglomérée principale comprend moins de 2000 habitants). Or divers travaux ont montré des différences importantes entre les communes urbaines et rurales du périurbain (Charmes, 2011). Ici, il s'agira donc d'étudier d'une part des communes périurbaines peuplées de 5 000 à 10 000 habitants et d'autre part des communes périurbaines « rurales », composées de moins de 2 000 habitants. Cette distinction permettra notamment d'observer les relations de voisinage et les rapports au voisinage dans des contextes inégalement « urbains ».

Ces différents types de contextes résidentiels constituent des contextes familiers aux membres de l'équipe. Ainsi, Jean-Yves Authier, Eric Charmes, Anaïs Collet, Colin Giraud et Sonia Lehman-Frisch ont réalisé de nombreux travaux sur la gentrification et les quartiers gentrifiés (à Paris, à Lyon et dans d'autres agglomérations en France et à l'étranger). Eric Charmes, Josette Debroux, Colin Giraud, Anne Lambert, et

Stéphanie Vermeersch ont mené plusieurs enquêtes dans des communes périurbaines, « urbaines » ou « rurales ». Pierre Gilbert a soutenu en 2014 une thèse sur la rénovation urbaine d'un grand ensemble d'habitat social périphérique (le quartier des Minguettes à Vénissieux) et sur ses effets sociaux. Jean-Yves Authier, Anaïs Collet, Isabelle Mallon et Sonia Lehman-Frisch terminent actuellement une recherche centrée pour partie sur un quartier bourgeois et un quartier populaire de Paris. Et Joanie Cayouette-Remblière a fait des nouveaux quartiers de mixité sociale programmée son objet principal de recherche. De surcroît, dans les travaux qu'ils ont menés dans ces différents types de contextes résidentiels, les membres de l'équipe ont souvent accordé une place substantielle à l'étude des relations de voisinage.

Fort de ces travaux, et de leurs acquis, l'équipe se propose ainsi de conduire pour la première fois une recherche de grande ampleur, comparative et systématique des relations de voisinage et des rapports au voisinage dans ces différents contextes résidentiels. À travers cet ensemble diversifié, nous pourrions comparer, par exemple, les modalités et l'intensité des relations de voisinage dans les villes-centres et dans les communes périurbaines, ou bien comparer les relations de voisinage dans les quartiers de mixité sociale « de fait » que constituent les quartiers gentrifiés et dans les nouveaux quartiers de mixité sociale programmée. Nous pourrions également voir comment voisinent les catégories populaires selon qu'elles résident dans un quartier populaire d'une ville-centre ou dans un quartier de grands ensembles d'habitat social périphérique. Nous pourrions comparer aussi les relations de voisinage et les rapports au voisinage des habitants des quartiers de grands ensembles d'habitat social en région parisienne et en région lyonnaise, ou les relations de voisinage des habitants des quartiers gentrifiés, ou bourgeois, à Paris et à Lyon.

Pour chaque type, les sites qui seront étudiés (en région parisienne et en région lyonnaise) ne sont pas encore fixés, mais mêleront des terrains déjà investis par les membres de l'équipe et d'autres sites. À titre d'indication, nous pensons par exemple au quartier des Minguettes à Vénissieux (69) pour le quartier de grand ensemble d'habitat social périphérique en rénovation urbaine « lyonnais », ou au quartier du Port à Choisy-le-Roi (94) pour le nouveau quartier de mixité sociale programmée « parisien ». Les choix des sites seront discutés et opérés collectivement dans les premiers mois de la recherche (cf. 2.2), en collaboration avec les contributeurs financiers du projet.

Les populations

Un autre point d'entrée pour saisir les rapports entre voisinage et intégration sociale consiste à centrer notre regard sur quatre types de populations : les personnes âgées, les ménages composés d'une personne, les familles avec enfants (et leurs enfants) et les « ménages de mobiles ».

Les personnes âgées constituent une population pour laquelle les relations de voisinage semblent revêtir une grande importance. Pour elles, le voisinage vient prendre la relève de la sociabilité de travail après la retraite (Blanpain, Pan-Ké-Shon, 1999). De surcroît, une partie des personnes âgées voient au fil du temps leurs mobilités se restreindre et se trouvent davantage assignées à domicile. Tout cela invite à étudier de plus près les relations de voisinage de cette population, qui se caractérise en même temps par une grande diversité de situations et de modes de vie (Caradec, 2012), et à étudier aussi la place et le rôle des personnes âgées dans les relations de voisinage – comme le fait, à sa manière, la romancière Nathalie Salvi dans *Mona 3 étoiles*.

Les ménages composés d'une personne, qui ne se limitent pas aux personnes âgées (Lavigne, Arbet, 1992 ; Flahault, 2009 ; Charbonneau, Germain, Molgat (dir.), 2009), sont de plus en plus nombreux dans la société française et notamment dans la population des grandes villes. À Paris, plus d'un ménage sur deux comprend une seule personne, et à Lyon c'est le cas de près d'un ménage sur deux. L'examen des relations de voisinage de ces ménages constitue donc un enjeu important. Il permettra en particulier de mettre à l'épreuve une idée couramment répandue qui associe « solitude résidentielle » et « isolement social » et de voir pour qui, dans quelle mesure et dans quels contextes, habiter seul est synonyme d'isolement résidentiel et social, ou rime au contraire avec sociabilités et plus précisément avec relations de voisinage.

Le choix d'étudier plus finement les familles avec enfants et les enfants eux-mêmes s'inscrit en partie dans le prolongement des travaux que plusieurs membres de l'équipe (Jean-Yves Authier, Anaïs Collet, Isabelle Mallon, Sonia Lehman-Frisch) ont réalisé sur les rapports de cohabitation des familles de milieux populaires et de classes moyennes-supérieures dans les quartiers gentrifiés et sur les manières d'habiter et de cohabiter des enfants dans des quartiers populaires et bourgeois. Il fait écho également à la littérature sur les relations de voisinage, qui souligne souvent l'importance des enfants dans la création et l'entretien des relations de voisinage (Segalen, Bekus, 1990). Ainsi, nous chercherons ici à saisir le rôle des enfants dans la construction et la dynamique des relations de voisinage, qui doivent être envisagées non seulement sous l'angle des conversations, des échanges ou des formes d'entraide, mais aussi sous l'angle des conflits et des tensions que leur présence peut susciter. Nous chercherons également à caractériser les relations de voisinage des enfants,

ainsi que la manière dont les parents pensent (choisissent, construisent) le voisinage de leur(s) enfant(s), dans une logique d'entre-soi ou au contraire d'ouverture, en lien notamment avec la fréquentation (ou non) des établissements scolaires du secteur et l'organisation de leurs temps périscolaires.

Enfin, parce que l'essor des mobilités de toutes sortes est souvent considéré comme un obstacle à l'entretien des relations de proximité, nous analyserons les relations de voisinage des « ménages de mobiles ». Sous ce terme, nous désignons les ménages à l'intérieur desquels l'un des conjoints exerce une activité professionnelle qui s'accompagne de fortes mobilités quotidiennes. C'est le cas par exemple de la population des personnels navigants d'une grande entreprise d'aviation qu'étudie actuellement Anne Lambert, mais cela recouvre bien d'autres populations et professions (chauffeurs routiers, commerciaux, enseignants-chercheurs, etc.). Au sein de ces « ménages de mobiles », nous étudierons les relations de voisinage de la personne mobile, mais aussi celles de son conjoint (ou de sa conjointe) pour qui le voisinage peut constituer une ressource pour pallier les absences du conjoint (Vincent-Geslin, Kaufmann (dir.), 2012).

Ces quatre types de populations seront sélectionnés et observés dans les différents contextes résidentiels retenus à Paris et à Lyon.

Les conflits de voisinage et les initiatives visant à encourager les relations de voisinage

De façon complémentaire à ces deux premières entrées, nous nous intéresserons plus en détail, dans les différents contextes résidentiels retenus, aux conflits de voisinage et, à l'opposé, aux initiatives visant à encourager les relations de voisinage.

Les conflits de voisinage constituent une forme de relations de voisinage relativement récurrente et très souvent mise en avant par les médias. Ainsi, dans l'enquête exploratoire que nous avons réalisée à Lyon (cf. point 1), 28 % des personnes enquêtées ont déclaré avoir eu des conflits avec un ou plusieurs voisins depuis leur installation dans leur logement. Nous chercherons ici, à la fois, à saisir l'objet de ces conflits, à identifier des types de conflits (à l'exemple des conflits liés aux styles d'éducation parentaux ou aux pratiques culturelles (Chamboredon, Lemaire, 1970)), et à étudier leurs conséquences sur les relations de voisinage. Pour mieux comprendre dans quels contextes les rapports sociaux de cohabitation se transforment en conflits ouverts et dans quels contextes, ils créent des tensions ou pressions latentes, nous élargirons la question aux « troubles de voisinage » (ou aux « tensions » suscitées par le voisinage) qui, même s'ils ne débouchent pas toujours sur des conflits, semblent concerner de nombreuses situations de voisinage, notamment dans le parc locatif social.

Inversement, nous étudierons les actions (des bailleurs sociaux, des gardiens d'immeubles, des municipalités, des associations de quartier, des habitants...) mises en œuvre dans le but explicite de favoriser les relations de voisinage. Aujourd'hui nombreuses en France, ces initiatives (jardins partagés, compostage au pied des tours, journaux de quartier...) sont relativement peu étudiées par les sciences sociales. Par exemple, « la fête des voisins » n'a semble-t-il jamais été étudiée. Elle a pourtant réuni en 2015, 8 millions de Français et a été relayée par 1 119 mairies et bailleurs sociaux partenaires (<http://www.immeublesenfete.com>). Notre objectif est d'étudier ces diverses initiatives visant à favoriser le « vivre-ensemble », d'identifier les caractéristiques des personnes qui les initient ou y participent et d'en saisir ses effets sociaux, en fonction des contextes résidentiels et des populations.

Dans cette perspective, nous accorderons une place particulière aux communautés numériques de voisinage. Ce choix s'inscrit pleinement dans notre projet de saisir l'impact des nouvelles technologies de l'information et de la communication sur les sociabilités de proximité. Il est lié également au succès important que rencontrent certaines de ces communautés. Notre analyse cherchera à décrire les membres et le fonctionnement des communautés numériques de voisinage présentes sur les terrains étudiés, et à voir ce que ces communautés produisent : contribuent-elles à développer les relations de voisinage ? Renforcent-elles l'entre-soi ?

2.2. Un dispositif articulant enquêtes quantitatives et enquêtes qualitatives

Ces trois entrées combinées, permettant d'analyser les rapports entre voisinage et intégration sociale sous différents angles, seront intégrées dans un vaste dispositif méthodologique, articulant étroitement des enquêtes quantitatives et des enquêtes qualitatives.

Une réflexion approfondie sera d'abord réalisée sur le choix et le découpage de chaque site. À l'aide d'indicateurs sociodémographiques disponibles au niveau de l'IRIS, en s'appuyant parfois sur des découpages institutionnels (ANRU, ZUP, ZAC...) et en prenant appui sur un travail cartographique, nous délimiterons 14 sites d'enquête, correspondant aux sept contextes résidentiels enquêtés dans les deux aires urbaines parisienne et lyonnaise. Pour ce faire, nous nous appuierons pour une part sur des enquêtes de

terrain actuellement menées ou récemment réalisées par des membres de l'équipe de recherche. Arianna Caporali, ingénieure d'études à l'INED, sera également mobilisée afin de recueillir et mettre en forme l'ensemble des données contextuelles disponibles sur les sites envisagés puis choisis.

Une enquête par questionnaire auprès de 3000 individus

La comparaison terme à terme entre les différents sites sera rendue possible grâce à la réalisation d'une vaste enquête par questionnaires auprès des habitants des 14 quartiers retenus. À raison d'environ 214 questionnaires par site, elle conduira à collecter 3000 questionnaires.

S'inspirant de l'enquête *Contacts* (INED/INSEE) réalisée en 1983, dont nous reprendrons une partie des questions, le questionnaire passé en face-à-face visera d'abord à saisir les pratiques de sociabilité des individus et la place qu'occupe leur voisinage au sein de celles-ci. Ce faisant, l'ensemble des relations entre voisins seront abordées, des services aux amitiés en passant par les échanges marchands et les rencontres formelles (en réunion de copropriétés par exemple) ou informelles (dans la rue, dans l'ascenseur, à la sortie des écoles, devant la boîte aux lettres...). Pour les personnes avec enfants, une attention particulière sera accordée à la sociabilité de quartier de ces derniers et à leur fréquentation (ou non) des écoles de secteur. Nous introduirons aussi de nouvelles questions pour évaluer les effets des NTIC sur les relations de voisinage. Le questionnaire comportera également des questions sur les raisons et circonstances qui ont conduit les enquêtés à habiter dans les différents terrains de la recherche, sur leurs trajectoires résidentielles et leurs caractéristiques sociodémographiques fines. À la fin du questionnaire, il leur sera demandé s'ils acceptent d'être recontactés pour un entretien. Le questionnaire sera construit en collaboration avec les ingénieurs du service des « Enquêtes » de l'INED.

Une partie des enquêtés sera sélectionnée, classiquement, selon un plan de sondage aléatoire à partir des « bases adresses ». L'autre partie sera sélectionnée suivant la technique du Network Sampling with Memory (NSM) qui constitue une méthode innovante de saisie des réseaux (Mouw, Verdery, 2012 ; Mouw, Chavez, Edelbute, Verdery, 2014). Cette forme d'échantillonnage par boule de neige randomisée consiste, à la fin de chaque questionnaire, à demander aux individus d'identifier les voisins et habitants du quartier avec lesquels ils sont le plus souvent en contact et/ou qui comptent pour lui. Pour chacune des personnes identifiées, l'enquêteur collectera des informations identifiantes mais non nominatives (par exemple sexe, nombre d'enfants, derniers chiffres du numéro de portable ou encore premières lettres du prénom). Parmi les voisins cités, l'enquêteur en tirera au sort trois et demandera à l'enquêté s'il peut le mettre en contact avec ceux-ci, afin qu'ils soient à leur tour interrogés. Ce tirage au sort n'est pas aléatoire : il repose sur l'algorithme construit par Mouw et ses collègues (2014) afin de permettre de saisir l'ensemble du réseau. Ce deuxième mode d'échantillonnage permettra plus particulièrement de reconstituer les réseaux de relations sociales qui ont cours dans chaque quartier.

La passation des questionnaires sera réalisée en face à face (par deux enquêteurs et un chargé d'études par terrain) sur une durée de trois mois. Les réponses seront directement saisies grâce à des tablettes numériques. Les enquêteurs seront sélectionnés au sein des réseaux traditionnellement mobilisés pour les enquêtes de l'INED.

Les 3 000 questionnaires permettront de réaliser plusieurs types d'analyse dont nous pouvons mentionner quelques exemples :

En ce qui concerne l'entrée « contextes » :

- Comparer, par statistiques descriptives (avec tests statistiques), la fréquence et la forme des sociabilités en fonction des types de contextes. Ces analyses pourront être affinées en fonction des caractéristiques sociodémographiques et du genre ;
- Saisir l'effet propre du contexte sur les modes et l'intensité des relations de voisinage grâce à des modèles de régression logistique ;
- Décrire l'espace social des sociabilités au sein de chaque type de contexte grâce à des analyses de correspondances ;
- Comprendre les trajectoires résidentielles qui conduisent à tel ou tel type de voisinage en ayant recours aux méthodes d'appariement optimal (*optimal matching*) ;
- Identifier, comptabiliser et décrire les réseaux de relations au sein des quartiers de grands ensembles d'habitat social périphériques en rénovation urbaine et des nouveaux quartiers de mixité sociale programmée grâce à des analyses de réseaux ;
- Évaluer si ces quartiers se caractérisent par des réseaux communautaires et/ou un entre-soi, et comprendre comment s'actualise au quotidien la mixité sociale (qui parle à qui et dans quelles conditions ?).

En ce qui concerne l'entrée « populations » :

- Comparer la fréquence et la forme des sociabilités de voisinage, ainsi que leur poids au sein de la sociabilité, en fonction des types de populations (ménages avec enfants, personnes vivant seules, personnes âgées, ménages de mobiles), par statistiques descriptives et régressions logistiques.

En ce qui concerne les conflits et les initiatives visant à encourager les relations de voisinage :

- Mesurer la fréquence différentielle des conflits et caractériser la diversité de leur forme en fonction des contextes ;
- Cartographier la population initiant et fréquentant les actions mises en œuvre dans le but explicite de dynamiser les relations de voisinage en fonction des types de quartiers ;
- Évaluer et situer socialement l'usage des communautés numériques de voisinage, et saisir en quoi elles contribuent éventuellement à remplacer, transformer ou ranimer les relations de voisinage.

D'un point de vue purement méthodologique :

- Comparer les résultats obtenus par le biais des deux techniques d'échantillonnage.

Des enquêtes qualitatives par entretiens et observations

Un second volet du dispositif méthodologique, tout aussi important, prendra la forme d'une série d'enquêtes qualitatives (ou ethnographiques), réalisées au sein des 14 sites. Ces enquêtes qualitatives seront étroitement articulées aux enquêtes quantitatives et permettront de recueillir des matériaux complémentaires pour l'analyse des trois entrées.

Une première démarche, d'**enquête exploratoire**, consistera à recueillir, pour chacun des quartiers enquêtés, des archives permettant de situer socio-historiquement les différents sites. Des projets d'aménagement aux plans d'urbanismes, en passant par les compte-rendus des conseils municipaux et conseils de quartier où sont discutés les problèmes et décisions concernant le quartier, de nombreux matériaux sont directement accessibles sur les terrains pour comprendre la « construction sociale des populations » (Chamboredon, 1985) de chaque quartier et ses spécificités socio-historiques. Dans cette entreprise, l'accès aux sources des bailleurs sociaux, acquis grâce au partenariat avec l'Union sociale pour l'habitat (USH) sera très utile puisqu'elle permettra de connaître les circuits qui conduisent différentes populations au sein des logements sociaux situés dans les quartiers étudiés. Au cours de cette enquête exploratoire, nous effectuerons également plusieurs entretiens exploratoires auprès de quelques habitants et de ceux que nous pouvons appeler les « intermédiaires des sociabilités » (concierges, gardiens d'immeubles, membres des bureaux de copropriétés, responsables de syndic, responsables associatifs...).

Une deuxième démarche, plus centrale, correspondra à la réalisation d'une enquête par entretiens semi-directifs. Ceux-ci seront réalisés auprès d'une partie des individus enquêtés par questionnaires (sur le mode post-enquête) et soigneusement choisis en fonction de trois critères. D'abord, nous veillerons à réaliser au moins 30 entretiens avec chaque population-type (personnes âgées, ménages d'une personne, familles avec enfants et leurs enfants, et individus mobiles). Ensuite, nous identifierons, à l'aide du questionnaire, différentes modalités et différents niveaux d'intensité de l'intégration au voisinage, et nous choisirons des enquêtés en fonction de ces critères. Enfin, nous diversifierons les contextes dans lesquels ces enquêtés seront sélectionnés en veillant à réaliser des entretiens dans chaque contexte. Ces entretiens permettront à la fois d'approfondir les réponses à certaines questions du questionnaire et de traiter d'autres aspects des relations de voisinage, par exemple : rentrer dans le détail de certains conflits de voisinage, étudier les rapports au voisinage dans une perspective plus biographique, ou encore, saisir de façon plus large les relations de voisinage de l'ensemble des membres du ménage. L'objectif général ici est de constituer un corpus de 200 entretiens environ. Pour cela, le protocole envisagé permet une économie de moyens puisque les entretiens « contextes » et « populations » se recouvrent en grande partie. Ainsi, un entretien avec une jeune femme habitant seule un quartier populaire de centre-ville, pourra être utilisé pour une analyse en termes de contexte (que disent les habitants des quartiers populaires de centre-ville sur leurs sociabilités ?) tout comme pour une analyse en termes de population (que disent les « solos » sur leurs relations de voisinage ?).

Enfin, dans chacun des sites choisis, nous réaliserons une enquête par observations. Ces observations pourront concerner les espaces domestiques, les espaces semi-publics (halls d'immeubles, ascenseurs...), les réunions de copropriétés (de syndics, d'amicales de locataires), les lieux formels de sociabilité du quartier ou fréquentés par les habitants du quartier (à l'exemple des sorties des écoles), etc. Dans ces enquêtes ethnographiques, une attention particulière sera accordée à la « fête des voisins », qui sera observée chaque année dans les différents sites.

Une des spécificités de notre dispositif méthodologique est donc d'articuler étroitement les démarches et les matériaux quantitatifs et qualitatifs. Ainsi, l'enquête exploratoire facilitera la rédaction et la passation du questionnaire et permettra d'ajuster certaines questions aux contextes propres à chaque terrain. De même, les enquêtes quantitatives permettront de choisir les personnes qui seront interrogées par entretien. Plus largement, les enquêtes ethnographiques et par entretiens semi-directifs éclaireront les résultats obtenus par les enquêtes quantitatives (en rendant compte de ce qui caractérise concrètement chaque contexte résidentiel, en approfondissant le rapport au voisinage des différentes populations sur lesquelles nous nous concentrons) et les enquêtes quantitatives permettront de mesurer les récurrences observées qualitativement. Ce dispositif nous paraît en effet particulièrement efficace pour généraliser des résultats produits sur des sites contextualisés et pour éviter à la fois, les « interprétations de bureaux » sur résultats statistiques et les généralisations difficiles du seul travail ethnographique.

2.3. Structuration du projet (description des tâches, jalons, livrables)

Nous présenterons ici le projet décliné en dix tâches facilement identifiables et renvoyant à une répartition des responsabilités entre les partenaires du projet. Tous les chercheurs sont mobilisés dans les différentes phases du projet, mais des responsables scientifiques coordonnent et organisent la réalisation des tâches.

Si à chaque tâche a été attribué un responsable, il s'y ajoute une division du travail par contextes d'enquêtes. Les responsables des sites travailleront en collaboration avec les responsables des tâches, à chaque étape de l'enquête.

Les responsables des sites

Types de contexte \ Lieux	Paris	Lyon
Ville-centre populaires	Colin Giraud	Laurence Faure-Rouesnel
Ville-centre bourgeois	Anaïs Collet	Isabelle Mallon
Ville-centre gentrifiés	Sonia Lehman-Frisch	Jean-Yves Authier
Quartiers d'habitat social périphériques en rénovation urbaine	Hélène Steinmetz	Pierre Gilbert
Nouveaux quartiers de mixité sociale programmée	Joanie Cayouette-Remblière	Loïc Bonneval
Communes périurbaines « urbaines »	Stéphanie Vermeersch	Éric Charmes
Communes périurbaines « rurales »	Anne Lambert	Josette Debroux

Tâche 1. Détermination, caractérisation et exploration des 14 sites

Responsables : Jean-Yves Authier, Joanie Cayouette-Remblière, Éric Charmes et Sonia Lehman-Frisch

Objectifs
<ul style="list-style-type: none"> (1) Sélectionner 14 sites et les délimiter (2) Les décrire à l'aide des données contextuelles et des archives de terrains (3) Réaliser des entretiens exploratoires par site
Méthodes et choix techniques
<ul style="list-style-type: none"> • Utilisation des données du recensement au niveau IRIS et des outils cartographiques • Récupération <i>in situ</i> des archives des municipalités, des associations et des bailleurs sociaux, entre autres. • Entretiens exploratoires non directifs réalisés auprès d'habitants, de la mairie, d'associations, de gardiens ou d'autres « intermédiaires de sociabilités », afin de mieux connaître les spécificités et les limites de chaque site.
Livrables
<ul style="list-style-type: none"> • Liste, description statistique et cartographie fine des 14 sites • Fiches synthétiques des 14 sites rendant compte des spécificités relevées par l'enquête exploratoire. • Présentation générale des sites aux membres de l'équipe de recherche lors d'un séminaire interne (voir tâche 7)
Programmation
Dernier trimestre 2016 et Semestre 1 (2017)

Tâche 2. Construction de l'enquête par questionnaires

Responsables : Joanie Cayouette-Remblière et Jean-Yves Authier (en collaboration avec Karine Pietropaoli, Stéphane Legleye, Géraldine Charrance, Nicolas Razafindratsima)

Objectifs
(1) Créer pour chaque site une « Base adresse » (2) Construire les deux plans de sondage (3) Construire le questionnaire ; le programmer sur <i>Lime Survey</i> (4) Tester le questionnaire (5) Recruter les enquêteurs et les former (consignes)
Méthodes et choix techniques
<ul style="list-style-type: none">• Construction d'un plan de sondage aléatoire à partir des « bases adresse »• Construction d'un plan de sondage par boule de neige randomisée (NSM) et de l'algorithme permettant le tirage au sort des voisins identifiés• Utilisation de l'enquête exploratoire pour guider la construction des questionnaires.
Livrables (internes)
<ul style="list-style-type: none">• Pour chaque site : « Base adresse », plans de sondages• Questionnaire
Programmation
Semestre 1 (2017)

Tâche 3. Réalisation de l'enquête par questionnaires

Responsables : Joanie Cayouette-Remblière et Jean-Yves Authier (en collaboration avec Stéphane Legleye)

Coordinateurs des enquêtes à Lyon : Jean-Yves Authier et Karine Pietropaoli

Coordinateurs des enquêtes à Paris : Joanie Cayouette-Remblière et le chargé d'études

Objectifs
(1) Administrer 3000 questionnaires dans 14 sites (3) Limiter les refus d'enquête à moins de 1 sur 2 (4) Limiter les non réponses ponctuelles
Méthodes et choix techniques
<ul style="list-style-type: none">• Affichage préalable sur les sites et utilisation d'outils de communication pour présenter l'enquête.• Passation en face à face• Saisie automatique, sur tablette, avec <i>Lime Survey</i>.
Livrables (internes)
<ul style="list-style-type: none">• Bases de données brutes issues de l'enquête quantitative• Comptes-rendus de passation rédigés par les enquêteurs
Programmation
Semestre 2 (2017)

Tâche 4. Exploitation des données quantitatives

Responsable : Joanie Cayouette-Remblière (en collaboration avec Stéphane Legleye et Karine Pietropaoli)

Objectifs
(1) Nettoyer la base de données (2) Comparer les modalités et l'intensité des sociabilités en fonction des contextes et des types de population (3) Déterminer des modes d'intégration sociale et la place du voisinage en leur sein. (4) Décrire les différents réseaux de sociabilité (5) Mesurer une éventuelle corrélation entre usage des NTIC et sociabilités de voisinage
Méthodes et choix techniques
<ul style="list-style-type: none">• Techniques statistiques utilisées : Statistiques descriptives ; Tests statistiques ; Analyses des données (ACM) ; Régressions logistiques ; Méthodes d'appariement optimal (<i>Optimal matching</i>) ; Analyses de réseaux• Usage non exclusif de différents logiciels (SAS, R, Modalisa), selon les compétences des uns et des autres

<u>Livrables</u>
<u>Livrables internes</u> : Bases de données nettoyée ; Tris à plat sur l'ensemble des questions ; Tris croisés et tests statistiques, selon les contextes et populations-types ; Fiches adresses d'enquêtés des 4 populations-types ayant accepté un entretien et classement en fonction des types de lien entre relations de voisinage et intégration sociale
<u>Livrables externes</u> : Articles dans des revues françaises et internationales, telles que <i>Revue française de sociologie</i> , <i>Espaces et sociétés</i> , <i>Population</i> , <i>Économie et statistiques</i> , <i>Urban Studies</i> , <i>IJURR</i> , <i>Bulletin de méthodologie statistique</i>
<u>Programmation</u>
Semestre 3 à semestre 5 (2018)

Tâche 5. Construction des enquêtes qualitatives (contextes, populations, situations)

Responsables : Jean-Yves Authier et Sonia Lehman-Frisch

<u>Objectifs</u>
Préparer et coordonner la mise en place d'enquêtes qualitatives dans 14 sites
<u>Méthodes et programme détaillé des travaux</u>
<ul style="list-style-type: none"> • Construction du guide d'entretien, en écho aux premiers résultats issus de l'enquête <i>Contextes</i> • Construction de grilles d'observation (fête des voisins, parcs, espaces publics, espaces privés...)
<u>Livrables (internes)</u>
<ul style="list-style-type: none"> • Grille d'entretien • Grilles d'observations
<u>Programmation</u>
Semestre 3 (2018)

Tâche 6. Réalisation des enquêtes qualitatives

Responsables : Jean-Yves Authier et Sonia Lehman-Frisch

<u>Objectifs</u>
(1) Réaliser 200 entretiens (2) Multiplier les observations dans chaque contexte
<u>Méthodes et programme détaillé des travaux</u>
<u>Entrée « contextes » :</u> <ul style="list-style-type: none"> • Entretiens semi-directifs avec des habitants des 14 sites • Observations <i>Chaque contexte est coordonné par les deux responsables des sites. Les membres de l'équipe enquêteront tous dans divers contextes, pour permettre le point de vue comparatif.</i>
<u>Entrée « populations » :</u> <ul style="list-style-type: none"> • Entretiens semi-directifs avec des individus des 4 populations types (+ enfants) (30 entretiens minimum par type de population), recoupés en grande partie avec les entretiens « contextes ». <i>Le recueil des entretiens pour chaque population est coordonné par un chercheur : Sonia Lehman-Frisch pour les familles avec enfants et les enfants ; Laurence Faure-Rouesnel pour les « solos » ; Isabelle Mallon pour les personnes âgées ; Colin Giraud pour les ménages de mobiles.</i>
<u>Entrée « Conflits de voisinage et initiatives pour favoriser les relations de voisinage » :</u> <ul style="list-style-type: none"> • Observations annuelles dans les fêtes de voisins et autres événements ayant lieu dans les sites enquêtés, observations des actions destinées à dynamiser les relations de voisinage et entretiens auprès de leurs initiateurs • Observations et entretiens à propos des conflits (par exemple liés aux enfants dans l'espace public) ; recueil des données disponibles sur les conflits (par exemple auprès des bailleurs sociaux, des commissariats...) • Observations de communautés numériques de voisinage dans les sites enquêtés et réalisation d'entretiens auprès de leurs utilisateurs. <i>Hélène Steinmetz sera responsable des initiatives visant à dynamiser les relations de voisinage, Sonia Lehman-Frisch des communautés numériques de voisinage et Stéphanie Vermeersch des conflits de voisinage.</i>
<u>Livrables (internes)</u>
Entretiens (bandes sons et retranscriptions) ; Compte-rendus d'observation
<u>Programmation</u>
Semestre 4 (2018) et semestre 5 (2019)

Tâche 7. Exploitation des matériaux qualitatifs

Responsables : Sonia Lehman-Frisch et Jean-Yves Authier

Objectifs
(1) Réaliser des documents synthétiques par site et des synthèses par populations (2) Situer les sociabilités de voisinage d'ego par rapport à celles de son ménage. (3) Comprendre les spécificités de chaque contexte et éclairer les résultats quantitatifs obtenus par <i>Contextes</i> (4) Approfondir les particularités de chaque population et l'étude des conflits de voisinage et des initiatives visant à encourager les relations de voisinage.
Méthodes et programme détaillé des travaux
Retranscription (en partie sous-traitée) des entretiens et analyses approfondies Classement des entretiens et comptes-rendus d'observations en fonction des trois entrées et rédaction de fiches synthétiques. Synthèse selon les 3 entrées et rédactions d'articles scientifiques
Livrables
<u>Livrables internes</u> : Entretiens retranscrits, accompagnés de fiches synthétiques ; Analyses approfondies rédigées des entretiens considérés les plus marquants ; Comptes-rendus d'observation commentés ; Monographies de quartier ; Synthèses sur chaque population ; Synthèses sur les conflits de voisinage et les initiatives publiques et privées <u>Livrables externes</u> : Articles dans des revues françaises et internationales, telles que <i>SociologieS</i> , <i>Sociétés contemporaines</i> , <i>Espaces et sociétés</i> , <i>Genèses</i> , <i>Urban Studies</i> , <i>IJUR</i>
Programmation
Semestre 5 et semestre 6 (2019)

Tâche 8. Synthèse des analyses et résultats

Responsables : Jean-Yves Authier, Joanie Cayouette-Remblière, Éric Charmes, et Sonia Lehman-Frisch

Objectifs
Comprendre les rapports entre voisinage et intégration sociale et leurs principes de variations, en fonction des contextes résidentiels et des types de populations. Evaluer les initiatives visant à dynamiser les relations de voisinage.
Méthodes et programme détaillé des travaux
<ul style="list-style-type: none">• Croisement des résultats quantitatifs et qualitatifs, reformulation des hypothèses et discussions• Allers/retours entre les résultats issus des différentes enquêtes.• Rédactions d'articles scientifiques et d'au moins un ouvrage collectif
Livrables
<u>Livrables internes</u> : Analyses, Monographies, Discussions scientifiques <u>Livrables externes</u> : Ouvrage collectif ; Articles dans des revues françaises et internationales
Programmation
Semestre 6 (2019 et au-delà, hors financement)

Tâche 9. Animation scientifique interne (et externe)

Responsables : Jean-Yves Authier et Éric Charmes

Objectifs
(1) Approfondir l'état des connaissances (2) Faire les choix des sites et des situations d'enquête (3) Élaborer les questionnaires, les guides d'entretien et les grilles d'observation (4) Analyser les résultats des enquêtes
Méthodes et choix techniques
(1) L'état des connaissances fera l'objet de notes bibliographiques, rédigées par les membres de l'équipe puis discutées lors des réunions collectives. (2) Le choix des sites fera l'objet d'un soin particulier. Autant que faire se pourra, le choix sera effectué avec l'appui de visites de terrain par tout ou partie de l'équipe.

- (3) Au moment de la construction des questionnaires et des grilles d'entretien et d'observations, des rencontres régulières seront prévues entre les membres de l'équipe, parfois sur place, parfois par visio-conférence.
- (4) Pour préparer l'analyse des résultats des enquêtes, chaque responsable des contextes, des populations, des conflits et des actions visant à favoriser les relations de voisinage réalisera des synthèses qui seront débattues.

Programme détaillé des travaux

- Deux séminaires de lancement de la recherche sont prévus, en janvier et en février de la première année, à Lyon puis à Paris, pour déterminer les sites (avec des visites de terrain).
- Puis, entre mars et mai, un séminaire sera organisé afin de discuter de la littérature.
- Plusieurs réunions seront planifiées pour la construction des questionnaires et guides.
- Deux séminaires (d'une ou deux journées par an) se concentreront sur l'analyse et la valorisation.
- S'y ajoutent des réunions régulières par visio-conférences, réunissant tout ou partie de l'équipe.

Livrables (internes)

- Synthèses de l'état des connaissances.
- Documents justifiant les choix des sites.
- Préparation des documents de valorisation (voir tâche 10)

Programmation

Semestres 1 à 6

Tâche 10. Valorisation, diffusion

Responsables : Jean-Yves Authier et Éric Charmes

Objectif

Rendre compte des résultats auprès de la communauté scientifique et des interlocuteurs publics, privés et associatifs.

Méthodes et choix

- Les publications peuvent être individuelles ou collectives.
- Des publications et communications sont prévues pour la communauté scientifique ainsi que pour les interlocuteurs du projet, à savoir (notamment) le CGET, l'USH, les bailleurs sociaux partenaires, les mairies, les régions, les associations et les syndicats.
-

Programme détaillé des travaux (semestres 1 à 6) et livrables (externes)

Un séminaire annuel est programmé avec les partenaires associés au projet, afin de rendre compte de l'avancée de la recherche.

Création d'un mini-site Internet de présentation de l'enquête et d'un blog scientifique.

Rédaction d'articles scientifiques sur les différents volets et résultats de la recherche

Rédaction d'un ouvrage collectif

Conférence finale auprès de la communauté scientifique et des interlocuteurs du projet (« Colloque de clôture »)

Vue d'ensemble de la programmation du projet

Tâches	2016		2017		2018		2019	
(mois)	01	06	12	18	24	30	36	
Tâche 1. Détermination, caractérisation et exploration des 14 sites								
Tâche 2. Construction de l'enquête par questionnaire								
Tâche 3. Réalisation de l'enquête par questionnaires								
Tâche 4. Exploitation de l'enquête par questionnaire								
Tâche 5. Construction des enquêtes qualitatives								
Tâche 6. Réalisation des enquêtes qualitatives								
Tâche 7. Exploitation des matériaux qualitatifs								
Tâche 8. Synthèse des analyses et résultats								
Tâche 9. Animation scientifique interne								

2.4. Coordination du projet et complémentarité des partenaires

La coordination du projet sera assurée par Jean-Yves Authier. Professeur de sociologie à l'Université Lyon 2 et directeur adjoint du Centre Max Weber, Jean-Yves Authier est un spécialiste de la sociologie urbaine. Il a mené de nombreux travaux sur le quartier, sur les relations de voisinage et sur les rapports de cohabitation dans les quartiers gentrifiés, et publié notamment :

- « Les relations de voisinage », dans M. Segaud, J. Brun et J.-C. Driant (dir.), *Dictionnaire de l'habitat et du logement*, Paris, Armand Colin, 2002, p. 421-425.
- *Habitat et vie urbaine. L'évolution des rapports de proximité*, Paris, Plan urbanisme, construction, architecture (Puca), 2006.
- « Les pratiques sociales de coprésence dans les espaces résidentiels : mixité et proximité », dans M.-C. Jaillet, E. Perrin, F. Ménard (dir.), *Diversité sociale, ségrégation urbaine et mixité*, Éditions du PUCA, Coll. « Recherche », 2008, p. 103-122.

Il a dirigé déjà plusieurs recherches collectives multi-sites, associant des chercheurs de plusieurs disciplines, à l'exemple de la recherche réalisée sur les rapports résidentiels des habitants des quartiers anciens, qui a donné lieu à la publication de l'ouvrage *Du Domicile à la ville. Vivre en quartier ancien (Anthropos-Economica, 2001)*. Son implication dans le projet est particulièrement significative, puisqu'elle représente 80 % de son temps de recherche, et elle n'est pas incompatible avec sa fonction de directeur adjoint du Centre Max Weber, qu'il partage avec trois autres directeurs-adjoints.

Jean-Yves Authier (également responsable scientifique du partenaire Centre Max Weber) sera épaulé dans la coordination du projet par les responsables scientifiques des trois autres partenaires : Éric Charmes (EVS), Joanie Cayouette-Remblière (INED) et Sonia Lehman-Frisch (LAVUE), qui seront responsables ou co-responsables des différentes tâches précédemment décrites.

Éric Charmes est directeur de recherche spécialisé en études urbaines à l'ENTPE, où il dirige le laboratoire Recherches Interdisciplinaires Ville, Espace, Société, composante de l'UMR EVS. Ses travaux portent notamment sur les dynamiques de territorialisation locale des citoyens, dans différents contextes : quartiers en gentrification, ensembles pavillonnaires fermés, petites communes périurbaines transformées en club résidentiel.

Joanie Cayouette-Remblière est chargée de recherche au sein de l'Unité de recherche « Mobilité, logement et entourage » de l'INED. Après une thèse sur les trajectoires scolaires des élèves de classes populaires, elle travaille aujourd'hui sur la socialisation résidentielle au sein des nouveaux quartiers de mixité sociale programmée.

Sonia Lehman-Frisch est professeure de géographie à l'Université Paris Ouest-Nanterre-La Défense et membre junior de l'Institut Universitaire de France. Elle travaille sur les manières d'habiter et de cohabiter de différentes catégories d'habitants (adultes et enfants) de quartiers travaillés par les processus de ségrégation et de gentrification dans les grandes villes des États-Unis et d'Europe.

La collaboration entre le coordinateur et les responsables scientifiques sera constante. Par exemple, Joanie Cayouette-Remblière sera co-responsable des enquêtes par questionnaires. Elle coordonnera l'enquête en région parisienne (avec l'aide d'un chargé d'études et du service Enquêtes de l'INED) et Jean-Yves Authier coordonnera l'enquête dans la région lyonnaise (avec l'aide d'une ingénieure d'études du Centre Max Weber). À un autre niveau, chaque contexte résidentiel, chaque population et chaque situation de voisinage observés seront de surcroît placés sous la responsabilité d'un membre de l'équipe.

Plus largement, la coordination du projet sera assurée par des activités d'animation scientifique interne, qui font l'objet d'une tâche spécifique, placée sous la responsabilité de Jean-Yves Authier et d'Éric Charmes (cf. *supra* tâche 9). Planifiées sur toute la durée de la recherche, ces activités, qui prendront principalement la forme de réunions ou de séminaires, regrouperont la totalité (ou la plupart) des membres permanents impliqués dans le projet. Elles permettront de construire et d'organiser collectivement les enquêtes quantitatives et qualitatives, l'analyse des matériaux et la publication et la diffusion des résultats de la recherche, selon le calendrier qui a été défini.

Pour mener à bien cet ambitieux projet, l'équipe qui a été constituée réunit des compétences plurielles et complémentaires. À travers les quatre partenaires impliqués dans le projet, elle regroupe en effet :

- des chercheurs issus de plusieurs disciplines (sociologie, géographie, urbanisme et aménagement) ;
- des spécialistes des enquêtes quantitatives et des spécialistes des enquêtes qualitatives, dont plusieurs habitués du croisement des méthodes sur les mêmes terrains ;
- des spécialistes des différents types de contextes résidentiels dans lesquels seront étudiées les relations de voisinage, et/ou des populations qui feront l'objet d'un traitement spécifique ;
- des chercheurs localisés en région parisienne et des chercheurs localisés en région lyonnaise ;
- et des chercheurs qui ont déjà travaillé ensemble dans d'autres recherches collectives.

3. Impact du projet et stratégies de valorisation

Les retombées attendues de ce projet sont à la fois scientifiques et sociales. Aussi, nous prévoyons des actions de valorisation de la recherche aussi bien à destination de la communauté scientifique qu'à destination des acteurs publics et privés (élus, personnels des collectivités territoriales, bailleurs sociaux, associations) ou du grand public.

3.1. Retombées scientifiques et sociales

Les retombées scientifiques attendues de ce projet sont principalement de quatre ordres. Tout d'abord, notre recherche renouvellera les connaissances, anciennes (à l'exemple de l'enquête « Contacts » de 1983) ou dispersées (dans plusieurs travaux monographiques), sur les relations de voisinage : leurs formes, leur intensité, leurs contenus, leur hétérogénéité et leurs dynamiques, par la mise en œuvre dans différents contextes résidentiels d'un dispositif commun, articulant des enquêtes quantitatives et qualitatives, et permettant d'étudier en même temps les relations de voisinage de populations ciblées et contrastées et des formes spécifiées (récurrentes ou émergentes) de relations de voisinage. De façon liée, notre recherche apportera ensuite des éléments de connaissance sur les effets du développement des nouvelles technologies de l'information et de la communication sur les relations de voisinage. Plus largement, notre projet permettra de mieux saisir les rapports complexes entre voisinage et intégration sociale, et ainsi de renouveler à la fois les travaux sur l'intégration sociale et les travaux sur les « effets de voisinage ». Enfin, sur le plan méthodologique, les différents outils (questionnaires, entretiens) et modes d'échantillonnage qui seront construits, utilisés et comparés pourront préfigurer la mise en œuvre à l'échelle nationale d'une nouvelle enquête « Contacts » et servir également de base à la construction d'une recherche internationale (au niveau européen notamment) sur les relations de voisinage, associant des équipes de chercheurs de plusieurs pays.

Pour la société, les retombées du projet relèvent de quatre enjeux principaux. Le premier concerne le traitement des inégalités sociales et territoriales : notre recherche permettra en effet de positionner les relations de voisinage, leurs formes et leur intensité, dans la compréhension et le traitement des inégalités sociales et territoriales. Le deuxième enjeu a trait aux nouvelles technologies de l'information et de la communication : grâce à notre recherche, il sera possible d'évaluer de manière concrète et précise le poids des NTIC dans les sociabilités de voisinage et leurs potentialités dans la structuration des relations locales, et donc d'éclairer les actions publiques et privées à mener pour traiter plus efficacement les inégalités sociales et territoriales alimentées par « la fracture numérique ». En troisième lieu, en prenant parmi nos terrains d'enquête, des nouveaux quartiers mixité sociale programmée et des quartiers de grands ensembles d'habitat social en rénovation urbaine, notre recherche permettra aussi d'évaluer les effets des politiques de mixité sociale sur les pratiques de voisinage. Les politiques de mixité sociale ne sont en effet pas seulement des politiques de peuplement. Elles visent également à (re)construire du « lien social ». La recherche permettra de mettre au jour les interactions, les échanges ou les conflits, qui s'instaurent entre les différentes populations que les pouvoirs publics souhaitent rapprocher. En quatrième lieu enfin, et plus largement, en apportant des éléments de connaissance sur les relations de voisinage et sur la place du voisinage dans l'intégration sociale, notre projet est susceptible d'améliorer l'efficacité des initiatives publiques et privées visant à renforcer la cohésion sociale, à encourager les relations de voisinage ou à les réguler lorsque celles-ci deviennent conflictuelles.

3.2. Diffusion des résultats de la recherche et stratégies de valorisation

Pour diffuser les résultats de notre recherche plusieurs types d’actions sont prévus. Ainsi, le projet prévoit la mise en place d’un blog scientifique destiné à la fois à présenter la recherche au public, à constituer une plateforme d’échange pour les membres de l’équipe (et au-delà), et à diffuser largement les résultats au fur et à mesure de leur production par des entrées de blog et par l’annonce des événements spécifiques qui lui seront liés (cf. ci-dessous). Nous utiliserons pour cela le support du portail Hypothèses d’OpenEdition (carnet de recherche).

La recherche donnera lieu également à un ensemble d’articles scientifiques dans des revues françaises et internationales prestigieuses, reconnues dans les domaines de la sociologie, de la géographie et de l’urbanisme. Ces articles, qui pourront être individuels ou co-écrits par plusieurs membres de l’équipe, seront produits au fur et à mesure de l’achèvement des différentes phases du projet. Ainsi, des articles porteront sur les résultats des enquêtes par questionnaire et seront soumis à des revues comme Revue française de sociologie, Population, Économie et Statistiques, European Sociological Review. D’autres articles seront tirés des enquêtes qualitatives et porteront sur des terrains, des populations ou des situations de voisinages spécifiques (Actes de la Recherche en Sciences Sociales, Genèses, Annales de Géographie, Environment and Planning D : Society and Space). Enfin, un troisième ensemble d’articles visera à exploiter conjointement les résultats des enquêtes quantitatives et qualitatives (Sociologies Contemporaines, Espaces et Sociétés, Urban Studies, International Journal of Urban and Regional Research).

Un ouvrage collectif présentant la synthèse des résultats de la recherche est également prévu. Il s’agira non pas d’une collection d’articles autonomes mais bien d’un livre véritablement co-écrit par les membres de l’équipe (dont plusieurs ont déjà écrit ensemble des articles ou des ouvrages, ce qui facilitera le processus). D’autres publications seront destinées directement au grand public. Un numéro de Population et Sociétés (revue de l’INED diffusée à 200 000 exemplaires) sera ainsi consacré à l’enquête quantitative et à ses résultats et de courts articles seront soumis à des sites en ligne grand public (La Vie des Idées, Métropolitiques, etc.), dont plusieurs membres de l’équipe sont des contributeurs réguliers.

Les résultats de la recherche seront aussi présentés dans des colloques nationaux et internationaux, en France et à l’étranger (tels que les congrès de l’AAG, de l’AISLF, du RC21 de l’ISA, etc.), et un colloque final viendra clôturer la recherche. Il se déroulera en deux temps. Une première journée à destination de la communauté scientifique internationale permettra la confrontation des résultats de notre recherche à des travaux menés par d’autres chercheurs sur d’autres terrains. Une deuxième journée sera plus spécifiquement consacrée à un échange avec des membres des collectivités territoriales, des élus, des bailleurs sociaux, des associations, etc., sous la forme de tables-rondes ouvertes au grand public et aux médias. De surcroît, dans le prolongement du séminaire organisé à Lyon en juin 2016, un séminaire annuel réunira les membres de l’équipe et les membres des différents organismes contributeurs financiers du projet.

4. Annexes

4.1. Tableau récapitulatif des personnes impliquées dans le projet

Partenaire	Nom	Prénom	Emploi actuel	Implication (pers.mois)	Rôle & responsabilité dans le projet
CMW	Authier	Jean-Yves	PR, Lyon 2	38,4	<ul style="list-style-type: none">• <i>Coordinateur scientifique, responsable scientifique (CMW)</i>• <i>Co-responsable enquêtes par questionnaire (coordination « Lyon »), enquêtes qualitatives, analyse des données, animation interne & valorisation/diffusion</i>• <i>Responsable quartier gentrifié – Lyon</i>
CMW	Bonneval	Loïc	MCF, Lyon 2	9,6	<ul style="list-style-type: none">• <i>Responsable nouveau quartier de mixité sociale programmée – Lyon</i>
CMW	Debroux	Josette	MCF,	14,4	<ul style="list-style-type: none">• <i>Responsable commune périurbaine</i>

			Lyon 2		« rurale » – Lyon
CMW	Faure-Rouesnel	Laurence	MCF, Lyon 2	14,4	• Responsable quartier populaire en ville-centre – Lyon & population des « solos »
CMW	Mallon	Isabelle	MCF, Lyon 2	24	• Responsable quartier bourgeois en ville-centre – Lyon & population des personnes âgées
CMW	Collet	Anaïs	MCF, Université de Strasbourg	14,4	• Responsable quartier bourgeois en ville-centre – Paris
					•
	Giraud	Colin	MCF, Université Paris Ouest Nanterre La Défense	36	• Responsable quartier populaire en ville-centre – Paris & population des ménages de mobiles
	Steinmetz	Hélène	MCF, Université du Havre	24	• Responsable quartier de grands ensembles d'habitat social en rénovation urbaine – Paris & « Initiatives pour encourager les relations de voisinage »
	Pietropaoli	Karine	Ingénieure d'études, CMW	14,4	• Co-coordinatrice enquêtes par questionnaire « Lyon » & participation construction échantillon, questionnaire et analyse des données
EVS-RIVES	Charmes	Éric	DR, ENTPE	13	• Responsable scientifique (EVS-RIVES) • Co-responsable analyse des données, animation interne & valorisation/diffusion • Responsable commune périurbaine « urbaine » – Lyon

Tableau récapitulatif des personnes impliquées dans le projet (suite)

Partenaire	Nom	Prénom	Emploi actuel	Implication (pers.mois)	Rôle & responsabilité dans le projet
INED	Cayouette-Remblière	Joanie	CR, INED	24	<ul style="list-style-type: none"> • Responsable scientifique (INED) • Co-responsable enquêtes par questionnaires (coordination « Paris ») & analyse des données. • Responsable nouveau quartier de mixité sociale programmée — Paris
INED	Lambert	Anne	CR, INED	4,8	• Responsable commune périurbaine « rurale » – Paris

INED	Legleye	Stéphane	Attaché statisticien, chef du service « Enquêtes », INED	4,8	<ul style="list-style-type: none"> • <i>Participation construction échantillon et questionnaires, coordination enquêtes par questionnaire & participation à l'exploitation des données quantitatives</i>
INED	Caporali	Arianna	Ingénieure d'études, INED	1	<ul style="list-style-type: none"> • <i>Recueil et mise en forme des données contextuelles sur les 14 sites de la recherche.</i>
INED	Charrance	Géraldine	Ingénieure d'études, INED	2,4	<ul style="list-style-type: none"> • <i>Participation construction échantillon et questionnaires & coordination enquêtes par questionnaire.</i>
INED	Razakamanana	Nirintsoa	Ingénieure d'études, INED	2,4	<ul style="list-style-type: none"> • <i>Participation construction échantillon et questionnaires & coordination enquêtes par questionnaire.</i>
LAVUE	Lehman-Frisch	Sonia	PR, Université Paris Ouest Nanterre La Défense	24	<ul style="list-style-type: none"> • <i>Responsable scientifique (LAVUE)</i> • <i>Co-responsable enquêtes qualitatives</i> • <i>Responsable quartier gentrifié – Paris, population « familles avec enfants » & « communautés numériques de voisinage »</i>
LAVUE	Vermeersch	Stéphanie	CR, LAVUE	7,2	<ul style="list-style-type: none"> • <i>Responsable commune périurbaine « urbaine » – Paris & « conflits de voisinage »</i>

Références bibliographiques (liste non exhaustive)

- Allen, Barbara *et al.* 2004. *Modes d'habiter, spatialisation des relations sociales et enjeux identitaires dans des quartiers d'habitat social*, CSTB, Paris.
- Ascher, François. 1995. *Métapolis ou l'avenir des villes*, Paris, Odile Jacob.
- Baumgartner, Mary. 1988. *The Moral Order of Suburbs*, Oxford, Oxford University Press.
- Blanpain, Nathalie et Jean-Louis Pan-Ké-Shon. 1998. « 1983-1997 : les Français se parlent de moins en moins », *Insee Première*, n° 571.
- Butler, Tim et Robby Robson. 2003. « Negotiating Their Way In: The Middle Classes, Gentrification and the Deployment of Capital in a Globalising Metropolis », *Urban Studies*, vol. 40, n° 9 : 1791-1809.
- Chamboredon, Jean-Claude et Madeleine Lemaire. 1970. « Proximité spatiale et distance sociale. Les grands ensembles et leur peuplement », *Revue française de sociologie*, vol. XI, n° 1 : 3-33
- Charbonneau, Johanne, Germain Annick et Marc Molgat (dir.). 2009. *Habiter seul : un nouveau mode de vie?* Quebec, Presses de l'Université Laval, Collection Société et Population.
- Charmes, Éric. 2005. « Entre ouverture et fermeture : les rapports à autrui dans les tissus périurbains », in Haumont, Bernard et Alain Morel (dir.), *La société des voisins. Partager un habitat collectif*. Paris, Éd. de la Maison des sciences de l'homme : 109-121.
- Drulhe, Marcel, Clément Serge, Mantovani Jean et Monique Membrado. 2007. « L'expérience du voisinage : propriétés générales et spécificités au cours de la vieillesse », *Cahiers internationaux de sociologie*, vol. CXXIII : 325-339.
- Elias, Norbert et John. L. Scotson. 1997. *Logiques de l'exclusion*, Paris, Fayard (trad. fr. de *The Established and the Outsiders*, Sage Publications, 1965).
- Forrest, Ray. 2007. « Le voisinage ? Quelle importance ? », *Revue internationale des sciences sociales*, n°191 : 137-151.
- Grafmeyer, Yves. 1995. « Sociabilités urbaines », dans Ascher F. (dir.), *Le Logement en questions*, La Tour d'Aigues, éditions de l'Aube.
- Granovetter, M.S. 1973. « The Strength of Weak Ties » *American Journal of Sociology*, n°78, traduction sous la forme « La force des liens faibles » in Granovetter M.S (2000), *Le Marché autrement*, Paris, Desclé de Brouwer, p. 45-74, p. 1360-1380.
- Grossetti, Michel. 2014. « Que font les réseaux sociaux aux réseaux sociaux ? », *Réseaux*, n° 184-185 : 187-209.
- Héran, François. 1987. « Comment les Français voient-ils », *Économie et statistique*, n° 195 : 43-59.
- Mc Kenzie R. D. 1921. « The Neighborhood : a study of local life in the City of Columbus, Ohio, trad. fr. dans Grafmeyer Y., Joseph I. 1984. *L'École de Chicago. Naissance de l'écologie urbaine*, Paris, Aubier Montaigne (1^{ère} édition Aubier/Champ urbain, 1979).
- Mallon, Isabelle. 2010. « Le milieu rural isolé isole-t-il les personnes âgées ? », *Espaces populations sociétés*, n° 1 : 109-119.
- Paquot, Thierry (dir). 2009. *Ghettos de riches: tour du monde des enclaves résidentielles sécurisées*. Paris, Perrin.
- Tissot, Sylvie. 2011. *De bons voisins. Enquête dans un quartier de la bourgeoisie progressiste*, Paris, Raisons d'agir, 2011